

UN ACCORD DE PARTENARIAT SIGNÉ À ALGER

Le major américain Chevron s'implante en Algérie

Un accord de partenariat a été signé hier à Alger entre l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société américaine Chevron North Africa Ventures Ltd, leader mondial dans le secteur de l'énergie, indique le ministère de l'Énergie dans un communiqué. P 5



IL A OBTENU UNE NOUVELLE CERTIFICATION «ISO»

**Saidal renforce
son système
de management
et de la qualité**



Le Groupe Industriel Pharmaceutique SAIDAL a annoncé, hier, l'obtention de la certification ISO 9001 :2015 délivrée par l'Organisme de Certification et d'Évaluation de la Conformité 100 % algérien « Vera Conformité ».

P 2

CRÉATION DE MICRO-ENTREPRISES PAR LE DISPOSITIF NESDA

**Vers le financement de
12 000 projets par an**

Après une pause de deux ans et une restructuration en profondeur, l'Agence nationale de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) s'est fixée un objectif ambitieux : financer jusqu'à 12 000 projets chaque année. Cette vision audacieuse s'inscrit dans la relance économique de l'Algérie et vise à soutenir massivement l'entrepreneuriat, comme l'a indiqué Bilal Achacha, directeur général de la NESDA.

P 3

**RÉUNION DU
GOUVERNEMENT**

**Plusieurs secteurs à
l'ordre du jour**

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé hier une réunion du gouvernement consacrée à la présentation d'une communication sur les préparatifs de la saison du Hadj, ainsi qu'à des présentations relatives au déploiement de la fibre optique, aux secteurs de l'éducation, de l'habitat, de l'agriculture et du cinéma, indique un communiqué des services du Premier ministre.

P 3

DOTÉ DE PLUSIEURS
TECHNOLOGIES DE POINTE

**L'Aéroport d'Alger
sur la voie de la
modernisation** P 2

INDUSTRIE DE RAFFINAGE DU PÉTROLE

**L'Algérie, pionnière
en Afrique** P 5

LE PRÉSIDENT DE L'APN RECOIT UNE
DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE
DE LA SLOVÉNIE

**Renforcer la coopération
bilatérale dans divers
domaines** P 5

ETUSA
Injection
progressive de 30
nouveaux bus
fabriqués
localement sur
les lignes du
réseau urbain

Un total de 30 nouveaux bus fabriqués localement seront injectés progressivement sur les lignes du réseau urbain de l'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa), a annoncé, mercredi, l'établissement dans un communiqué. Les nouveaux bus sont fabriqués par l'Etablissement de développement de l'industrie de véhicules, et ont été acquis par l'Etusa pour le renforcement de sa flotte, indique l'Etablissement public. La mise en service des nouveaux bus s'inscrit dans le cadre de "la stratégie de l'Etat pour le développement des transports urbains, et afin d'améliorer la qualité des services offerts aux usagers", ajoute le communiqué.

PÉTROLE
Le Brent à moins
de 80 dollars

Le marché pétrolier continue d'évaluer avec prudence sous les effets des décrets du président américain, Donald Trump, sur l'énergie, qui visent à produire davantage d'énergies fossiles, le cours de l'or noir étant porté mercredi par les conséquences d'une tempête hivernale au Texas et en Floride. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, n'augmentait que légèrement, de 0,44% à 79,64 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 0,49% à 76,20 dollars. Une hausse qui semble avant tout liée à la tempête hivernale qui frappe le Texas et la Floride, à même de "perturber les exportations américaines de gaz naturel et peut-être aussi la production et les exportations américaines de pétrole", explique un analyste. Le décret sur l'énergie signé par Donald Trump au premier jour de son mandat - nommé "libérer l'énergie américaine" - vise à "encourager la prospection et la production d'énergie" sur le territoire pour "qu'une offre abondante d'énergie fiable soit facilement accessible" partout en Amérique.

IL A OBTENU UNE NOUVELLE CERTIFICATION «ISO» Saidal renforce son système de management et de la qualité

Le Groupe Industriel Pharmaceutique SAIDAL a annoncé, hier, l'obtention de la certification ISO 9001 :2015 délivrée par l'Organisme de Certification et d'évaluation de la conformité 100% Algérien « Vera conformité ».

Par Selma R.

Ce document a été obtenu suite à un audit réalisé du 16 au 19 décembre 2024, précise le groupe dans un communiqué. En effet, cette prestigieuse Certification « témoigne de la volonté et de l'engagement de l'entreprise à fournir des produits et des services de qualité qui répondent aux exigences légales et réglementaires applicables, accroître la satisfaction des exigences et attentes de nos client à l'échelle nationale - internationale et l'amélioration continue de ses processus de gestion». Elle illustre ainsi les valeurs du Groupe Saidal à savoir : «Engagement, Vigueur et Honnêteté dans un domaine d'application bien précis : Conception, fabrication et distribution de produits pharmaceutiques». Selon Saidal, la certification «ISO 9001 :2015» re-

présente la norme internationale pour le système de management de la qualité (SMQ) qui met l'accent fortement sur : « l'orientation client, l'implication active du leadership et des employés, Une approche processus, Prise de décision fondées sur des preuves et le management des relations avec les parties intéressées». L'obtention de la certification «ISO 9001 :2015», ajoute la même source, vient couronner et récompenser les efforts du Président Directeur Général ; Mr Kouidri Ouacim qui a mis à disposition toutes les ressources nécessaires et ceux de nos équipes en interne qui se sont mobilisés pour l'atteinte de cet objectif et l'aboutissement de ce challenge. Pour lui, « la certification ISO 9001 :2015 marque une étape importante dans notre démarche d'amélioration continue, reflétant notre engagement à assurer en continu la sa-

tisfaction de nos clients et nous offre également une occasion précieuse d'identifier des axes d'amélioration afin de répondre avec encore plus de pertinence à leur exigences ». Le Groupe Saidal, focalise depuis plusieurs années sa transformation entre les différentes générations de compétences clefs, l'excellence opérationnelle, la conception de produits et services innovants afin de se propulser au rang de leader national dans la production des médicaments tout en assurant la satisfaction de nos clients et la réponse aux besoins des patients algériens. La norme ISO 9001 : 2015 est un plier structurant dans cette transformation, a cet effet «le Groupe SAIDAL travaillera avec diligence pour maintenir sa certification et faire avancer son système de gestion vers plus de performance et d'excellence», conclut le groupe Sonatrach.

PROJET DU NOUVEAU PALAIS DES EXPOSITIONS

Le ministre de l'Industrie s'enquiert de l'avancement des travaux

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Sifi Ghrieb, a effectué mardi une visite inopinée sur le site du nouveau projet du Palais des expositions afin de s'enquérir de l'avancement des travaux et du respect des délais et des normes définis, indique un

communiqué du ministère. Lors de cette visite du projet, dont les travaux ont été confiés à la société publique économique des constructions métalliques "SNC METAL" (Ex-Batimetal), filiale de la Société nationale de sidérurgie "SNS", le ministre s'est enquis des différentes étapes de la réali-

sation de la première phase du projet, qui s'étend sur une superficie de 45.000 m2. Cette première phase comprend la salle principale d'exposition, la salle du forum, ainsi qu'un centre de conférences d'une capacité de 500 places, outre une salle de réunion de 200 sièges. Cette visite s'ins-

crit dans le cadre de l'engagement du ministre à "suivre sur le terrain la mise en œuvre des projets stratégiques et à garantir le respect des normes et de la qualité par les sociétés de réalisation", selon la même source.

DOTÉ DE PLUSIEURS TECHNOLOGIES DE POINTE

L'Aéroport d'Alger sur la voie de la modernisation

Par M A.

Dans le cadre de la modernisation de l'aéroport d'Alger et de l'amélioration de l'expérience des voyageurs, plusieurs technologies de pointe seront mises en place dans les mois à venir pour fluidifier les contrôles et optimiser la gestion des infrastructures. Parmi ces innovations, on retrouve l'introduction de bornes de reconnaissance faciale, l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) et la mise en place de "e-gates" destinées à simplifier l'embarquement. Le PDG de la Société de Gestion des Services et Infrastructures Aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Mokhtar Said Mediouni, a annoncé des projets ambitieux visant à transformer l'aéroport d'Alger en un véritable "smart airport". Lors d'une interview diffusée sur un média privé, Mokhtar Said Mediouni a précisé que ces projets, qui seront déployés dans les mois à venir, ont pour objectif de rendre l'aéroport plus dynamique, moderne et conforme aux standards internationaux. L'une des grandes nouveautés de l'aéroport

sera l'ouverture, prévue pour fin mars 2025, d'un espace Duty Free de grande envergure. S'étendant sur 2 400 m², cet espace proposera une large gamme de produits de qualité, allant des montres de luxe aux produits électroniques de voyage, en passant par de la confiserie et un rayon tabac. De plus, une aire de jeux pour enfants viendra compléter l'offre pour le plus grand plaisir des familles. « Cet espace sera géré par une société algérienne en partenariat avec un groupe maltais, spécialisé dans le secteur du Duty Free. Cette collaboration vise à garantir un service à la hauteur des aéroports internationaux. De plus, des produits locaux de qualité seront également proposés, valorisant ainsi le savoir-faire algérien », a précisé Mediouni. Le PDG a également abordé la question des prix élevés pratiqués dans les snacks et restaurants de l'aérogare internationale. Pour y remédier, des camions-snacks seront installés à proximité des distributeurs de boissons et de nourriture, offrant des prix plus abordables pour les voyageurs. Cette initiative vise à rendre les services de l'aéroport plus accessibles et à

améliorer l'expérience des passagers. Par ailleurs, une autre mesure importante concerne l'optimisation de la gestion du parking. Un système intelligent permettra aux conducteurs de retrouver facilement leur véhicule, grâce à un tableau d'affichage indiquant les emplacements disponibles. « Cette initiative vise à réduire les frustrations liées à la recherche de place de parking et à fluidifier la circulation autour de l'aéroport », a ajouté le PDG. En plus de ces projets technologiques et commerciaux, l'aéroport d'Alger devrait connaître une augmentation significative de son activité avec l'arrivée de nouvelles compagnies aériennes, dont la compagnie turque AJet. Ces nouvelles connexions renforceront la position de l'aéroport d'Alger en tant que hub important en Afrique du Nord. « L'aéroport est destiné à devenir un véritable carrefour aérien de premier plan, offrant des services modernes et fluides à des voyageurs toujours plus nombreux. Les projets en cours devraient contribuer à faire de l'aéroport d'Alger un modèle d'innovation et de dynamisme », a conclu Mediouni.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CRÉATION DE MICRO-ENTREPRISES PAR LE DISPOSITIF NESDA

Vers le financement de 12 000 projets par an

Après une pause de deux ans et une restructuration en profondeur, l'Agence nationale de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) s'est fixée un objectif ambitieux : financer jusqu'à 12 000 projets chaque année. Cette vision audacieuse s'inscrit dans la relance économique de l'Algérie et vise à soutenir massivement l'entrepreneuriat, comme l'a indiqué Bilal Achacha, directeur général de la NESDA.

Par Mourad A.

Depuis la reprise de ses dispositifs en octobre dernier, NESDA a déjà traité et validé 900 dossiers tout en formant plus de 9 000 porteurs de projets. Ces chiffres ont été révélés par Bilal Achacha lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. Cette dynamique repose sur une vision renouvelée, qui consiste à passer d'une approche purement administrative à une approche économique, accompagnée de nouveaux outils visant à améliorer la sélection des projets. « Nous avons pour ambition de devenir un moteur clé de la transformation économique nationale », a-t-il déclaré. Dans le cadre de cette nouvelle stratégie, NESDA met un accent particulier sur les secteurs stratégiques tels que l'industrie, l'agriculture, le tourisme, l'énergie et les mines. « Ces domaines prioritaires sont essentiels pour répondre aux besoins économiques de l'Algérie et pour réduire la dominance historique des secteurs des services et des transports, qui représentaient auparavant 50 % des portefeuilles de projets financés », a ajouté M. Achacha. Afin de soutenir ces objectifs ambitieux, l'agence a relevé le plafond de financement initial, passant de 10 à 20 millions de dinars. De plus, NESDA soutient également l'exten-

sion des petites entreprises existantes, avec des financements allant jusqu'à 10 millions de dinars. Cette flexibilité vise à encourager les entrepreneurs confirmés tout en favorisant la croissance des entreprises déjà établies. Un autre axe important de la relance est la formation des porteurs de projets. En partenariat avec les universités et les instituts de formation professionnelle, l'agence exige que les entrepreneurs potentiels suivent un parcours de développement via des centres spécialisés en entrepreneuriat. Ces structures permettent non seulement de développer les compétences des candidats, mais aussi de favoriser des échanges constructifs entre eux. Par ailleurs, NESDA a mis en place un système d'évaluation numérique reposant sur une grille de notation et un scoring automatisé. Selon l'intervenant, cette approche, combinée à la création de services dédiés à l'évaluation des projets et à la gestion des risques, garantit que chaque projet financé répond aux exigences économiques. L'agence prévoit également de réduire le délai de création d'entreprise à moins d'un mois, contre trois à quatre mois actuellement.

**Assainissement financier :
11 milliards de dinars recouvrés**

Afin de renforcer l'accompagnement des projets, NESDA envisage également d'impliquer davantage les banques dans le financement des projets et d'explorer des partenariats avec les assurances pour couvrir les risques liés à ces investissements. Cette approche vise à offrir une sécurité financière accrue aux porteurs de projets, tout en facilitant leur accès au financement. Cependant, malgré cette relance dynamique, NESDA a dû faire face à un lourd passif, avec 69 000 dossiers en contentieux et 311 000 en précontentieux. Grâce à une gestion rigoureuse, l'agence a réussi à recouvrer 11 milliards de dinars sur les années 2023-2024, montant qui a directement contribué au financement de nouveaux projets. « Ce recouvrement nous a permis de devenir autonomes sur le plan financier », a précisé M. Achacha. Avec une capacité de financement annuelle pouvant atteindre 12 000 projets, NESDA se positionne ainsi comme un acteur majeur du développement économique algérien. En attendant une évaluation complète de la relance d'ici la fin de l'année 2025, l'agence continue de déployer sa vision inclusive, innovante et stratégique, au service des entrepreneurs et de la transformation économique nationale.

UNIVERSITÉ DE TÉBESSA

Signature de 4 conventions de coopération avec des structures locales

L'université Cheikh Larbi-Tébessi de Tébessa vient de signer quatre (4) conventions de coopération avec des structures locales relevant de différents secteurs d'activité, a indiqué, mercredi, le directeur de cet établissement d'enseignement supérieur, le Pr Abdelkrim Gouasmia. Les structures en question, en l'occurrence la direction de l'industrie, la conservation des forêts, la chambre de commerce et d'industrie "Nemam-

cha" et l'agence de wilaya de l'emploi devront, au titre de ces conventions, accueillir et accompagner les étudiants de l'université de Tébessa au cours de leurs stages et de leurs recherches, a précisé le même responsable dans une déclaration à l'APS. L'université Larbi-Tébessi ambitionne, au travers de ces conventions, de "développer son système de recherche et à le mettre au niveau des premières universités algé-

riennes", a souligné le Pr Gouasmia, avant de rappeler que l'université qu'il dirige "obtient à chaque fois des classements très honorables, dans le domaine des brevets et de l'obtention de labels start-ups, ou dans celui de la qualité de l'enseignement académique dispensé". Le directeur de l'université a par ailleurs fait savoir que 50 postes ont été attribués pour la formation du troisième cycle en vue de l'obtention

d'un diplôme de doctorat pour l'année universitaire 2024-2025 dans sept disciplines, à savoir le droit, les langues française et anglaise, l'informatique, les mathématiques, la chimie et les mines. M. Gouasmia a conclu en indiquant, à ce propos, que les commissions chargées de veiller au suivi et au bon déroulement du concours devant être organisé en février prochain ont été installées.

CNFE

Plus de 6500 stagiaires formés en 2024

Le Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE) a formé, en 2024, plus de 6.500 stagiaires à travers les différentes wilayas du pays et organisé des activités de sensibilisation aux questions environnementales visant à contribuer aux efforts de développement durable, selon le bilan 2024 de cet établissement public. Dans son bilan publié mercredi, le Conservatoire, placé sous la tutelle du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, a indiqué que 6.529 stagiaires avaient été formés, l'année dernière, à travers 408 sessions de formation sur 86 théma-

tiques, notamment le recyclage des déchets et le changement climatique. Ces sessions de formation ont bénéficié à des opérateurs économiques, des collectivités locales et des établissements publics et privés. Outre la formation, le CNFE et ses 45 annexes ont organisé un large éventail d'activités éducatives et de sensibilisation aux questions environnementales. Ainsi, 856 ateliers pédagogiques ont été organisés, 323 clubs environnementaux ont été installés et 623 clubs ont été encadrés. En matière de sensibilisation aux questions environnementales, le Conservatoire a

organisé 1.598 journées de sensibilisation et 505 sorties pédagogiques. L'année écoulée à également été marquée par l'organisation de 458 campagnes de reboisement et de 204 campagnes de nettoyage, qui ont contribué à l'amélioration du cadre de vie et à la promotion des comportements éco-responsables. En vue de renforcer l'interaction avec la société, le CNFE a organisé 480 expositions et portes ouvertes, mettant en lumière les initiatives et programmes environnementaux et encourageant les pratiques durables.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Par R. E .

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à la présentation d'une communication sur les préparatifs de la saison du Hadj, ainsi que des présentations relatives au déploiement de la fibre optique, aux secteurs de l'éducation, de l'habitat, de l'agriculture et du cinéma, indique un communiqué des services du Premier ministre. Ainsi, une communication sur les préparatifs de la saison du Hadj 1446/2025 a été présentée qui a permis de passer en revue les différentes mesures prises visant à garantir les meilleures conditions pour accomplir les rites du Hadj au cours de la saison à venir. Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur l'état l'avancement de la révision du statut et du régime indemnitaire des corps spécifiques de l'éducation nationale, visant à promouvoir le statut social de l'enseignant et des fonctionnaires de cet important secteur éducatif, en exécution des instructions de Monsieur le Président de la République. A ce titre, le Gouvernement a examiné les différentes mesures proposées pour la révision des programmes scolaires de manière à permettre leur développement et d'en réduire le volume, tout en mettant l'accent sur la relation de coopération et de complémentarité entre les secteurs public et privé, afin d'assurer une éducation de haute qualité, conformément aux textes réglementaires pertinents, et en concertation avec les différents corps de la communauté éducative et les parents d'élèves. Le Gouvernement a également entendu une communication sur les procédures de mise en œuvre du projet de réalisation du film cinématographique sur l'Emir Abdelkader, dont le Président de la République a ordonné d'accélérer le lancement, et qui vise à mettre en valeur les dimensions universelles et la haute symbolique que représente la personnalité de l'Emir Abdelkader de par sa lutte contre le colonialisme, ses efforts dans l'édification de l'Etat algérien contemporain et sa renommée mondiale. Enfin, le Gouvernement a passé en revue les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de déploiement de la fibre optique à travers le territoire national, de l'état d'avancement du programme de logements promotionnels aidés (LPA) de la wilaya d'Alger, ainsi que les mesures prises pour lutter contre la propagation de la fièvre aphteuse.

L'UNIVERSITÉ D'ALGER 1
Signature de trois conventions avec des établissements pionniers dans le domaine de l'environnement et du développement durable

L'Université d'Alger 1 Benyoucef-Benkhedda a procédé, mardi, à la signature de trois (3) conventions avec des établissements pionniers dans le domaine de l'environnement et du développement durable, conformément à la vision de l'Etat algérien visant à transformer les universités en plateformes d'innovation et d'entrepreneuriat, indique un communiqué de l'Université. Ces conventions ont été signées avec la société de gestion des déchets spéciaux et dangereux Remedia, l'Agence nationale des déchets (AND) et l'Association algérienne pour le patrimoine, l'environnement et le développement humanitaire, précise le communiqué. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de "la stratégie de l'université visant à renforcer le partenariat avec les secteurs économique et social, conformément à la vision de l'Etat visant à transformer les universités en plateformes d'innovation et d'entrepreneuriat", ajoute la même source. Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de signature, le recteur de l'Université d'Alger 1, Fares Mokhtari, a souligné "l'importance stratégique" de ces partenariats pour "transformer l'université en levier du développement socioéconomique".

MONNAIE
Le dollar sans direction claire

Le dollar se stabilisait mardi, les investisseurs restant prudents après les annonces de Donald Trump sur les droits de douane, en l'absence de mise en place concrète. Vers 20H00 GMT, la devise américaine lâchait 0,04% par rapport à l'euro, à 1,0420 dollar. Vers 20H00 GMT, le peso mexicain, s'enfonçait de 0,63%, à 20,6344 pesos pour un dollar, et la monnaie canadienne reculait de 0,17%, à 1,4335 dollar canadien pour un "buck", un surnom de la devise américaine. Cours de mardi Cours de lundi.

LE MINISTRE DES FINANCES REÇOIT L'AMBASSADEUR OMANAIS

La promotion de l'investissement entre les deux pays au menu

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu mardi à Alger, l'ambassadeur du Sultanat d'Oman en Algérie, M. Saïf Nasser Rachid Al Baddaa, accompagné de Saad Suhail Bahwan, l'un des principaux actionnaires du Groupe omanais Suhail Bahwan Holding, ainsi que de la société algéro-omanaise des engrais "AOA Spa", a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, les deux parties se sont félicitées de la nouvelle im-

pulsion des relations économiques bilatérales qui est intervenue notamment, à la faveur de la visite d'Etat du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au Sultanat d'Oman, à l'invitation de Sa Majesté le Sultan Haitham ben Tariq, du 28 au 30 octobre 2024, ajoute la même source. Ainsi, l'investisseur omanais n'a pas manqué d'exprimer sa "pleine satisfaction" quant au bon fonctionnement de son investissement en Algérie en partenariat avec la Sonatrach et a également fait part d'un "grand intérêt" du Groupe Bahwan pour étendre cet investissement et diversifier ses activités en Algérie. Cette perspective, a-t-il été précisé, s'inscrit en droite ligne avec la décision des deux Chefs d'Etat de procéder à la création d'un fonds d'investissement commun algéro-omanaï, qui permettra le développement de partenariats et de

projets communs dans des secteurs prometteurs tels que les énergies renouvelables, les industries pharmaceutique et automobile et l'agriculture saharienne, a fait savoir le communiqué. Cette rencontre a été également l'occasion d'évoquer des questions relatives aux facilitations et à l'amélioration du cadre juridique et réglementaire régissant l'investissement en Algérie et particulièrement celui lié à la fiscalité et les IDE (Investissements directs étrangers) pour une meilleure attractivité. Les deux parties sont convenues, par ailleurs, au terme de cette rencontre, d'œuvrer conjointement pour le renforcement et la consolidation des relations de coopération économique et financière en mettant à profit les grandes potentialités de partenariat gagnant-gagnant entre les opérateurs économiques des deux pays.

PATRONAT
Les organisations algériennes souhaitent œuvrer ensemble pour faire de l'Algérie un acteur économique "majeur"

Les présidents des organisations patronales algériennes ont exprimé mardi leur souhait d'œuvrer ensemble à l'émergence économique du pays et faire de l'Algérie un acteur économique majeur au niveau régional et continental Réunis au siège du Conseil du Renouveau Economique Algérien (CREA) à Alger, sur invitation de son président, Kamel Moula, les présidents des organisations patronales algériennes ont "salué la bonne performance économique du pays en 2024 et insisté sur les progrès nécessaires pour renforcer la croissance", explique un communiqué du CREA. A cet effet, "ils souhaitent œuvrer ensemble à l'émergence économique du pays", affirme la même source. Le communiqué a expliqué que lors de cette rencontre, les présidents et les représentants du CREA, de l'UNEP, de la CGEA, du CEI, de l'ANEXAL, de la CAPC, de la CNPA, de la CAP et de la CIPA ont échangé sur "l'évolution du climat des affaires en Algérie, sur le rôle de l'entreprise algérienne qui doit faire face aux nouveaux défis économiques et sur les enjeux posés par la situation économique mondiale". Ainsi, selon le document, conscients que l'économie mondiale va continuer à être confrontée à de nouveaux défis avec les tensions géopolitiques et l'impact des changements climatiques, les patronats ont décidé "d'unir leurs forces, mutualiser leurs efforts, travailler en synergie et faire bloc pour faire de l'Algérie un acteur économique majeur au niveau régional et continental".

SOUTH2 CORRIDOR

Le Pdg de Sonatrach prend part à Rome au Forum d'affaires des pays concernés par le projet

Le Président directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a pris part, mardi à Rome (Italie), à un Forum d'affaires réunissant des sociétés des pays participant au projet South2 Corridor, indique un communiqué du groupe. Ce Forum a été organisé en marge des travaux de la première réunion ministérielle des ministres de l'Energie concernés par le projet South2 Corridor (Algérie, Tunisie, Italie, Allemagne et Autriche), auxquels a pris part M. Hachichi au sein d'une délégation de haut niveau conduite par le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, précise le communiqué. La rencontre a été marquée par la participation de plusieurs sociétés des pays participant à ce projet, dont les groupes nationaux Sonatrach et Sonelgaz, VNG (Allemagne), SNAM (Italie), SEA COR-

RIDOR (partenariat ENI-SNAM) et VERBUND Green Hydrogen (Autriche). Ce Forum vise à "élaborer une feuille de route définissant les étapes futures pour la mise en œuvre du projet ambitieux South2 Corridor", ajoute la même source, rappelant qu'il fait suite à la signature, le 14 octobre 2024 à Oran, d'un mémorandum d'entente entre Sonelgaz, Sonatrach et ces sociétés pour le développement du projet. Le groupe a fait savoir, dans son communiqué, que la réunion ministérielle des pays concernés par le projet South2 Corridor a été sanctionnée par la signature d'une Déclaration commune d'intentions politiques. Les parties signataires se sont engagées à renforcer la coopération en vue de développer ce projet stratégique reliant les sites de production en Algérie à l'Europe en intensifiant la collaboration au sein d'un groupe de travail commun.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإسعة الإستهلاك ليوم 22 جانفي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 22 janvier 2025

المنتجات		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كغ	أدنى	أعلى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	74	89	58		البطاطا
	Tomate	96	112	80		الطماطم
	Oignon sec	50	56	43		البصل الجاف
	Ail sec	489	565	414		الثوم الجاف
	Carotte	69	78	60		الجزر
	Navet	83	94	73		لفت
	Choux fleur	71	80	62		قرنبيط
	Choux	85	94	75		الكرفس
	Courgette	192	208	175		الكوسة
	Haricot vert	322	343	301		الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	99	111	87		الخس
	Clémentine	120	178	122		الكليمونتين
	Mandarine	102	163	110		اللمندرين
	Orange	110	135	85		البرتقال
	Citron	123	141	106		الليمون
	Pomme locale	397	508	286		التفاح المحلي
	Datte	521	654	388		التمر
Produits d'origine animale	Banane	411	432	390		اللووز
	Viande bovine locale	1759	1891	1628		لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	337	350	323		الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17		البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	102	91		حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Company name	Code	Opening	Closing	Change %	Monthly % Change	Annual % Change	P/E	Dividend Yield	Traded volume	Traded value DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,17	-1,43	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	2370,00	0,85	0,88	2,77	7,11	7,59	60	142 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 280,00	NC	0,00	1,10	0,01	11,99	5,48	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-3,17	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-11,34	2,03	-	0	0,00

UN ACCORD DE PARTENARIAT A ÉTÉ SIGNÉ, HIER À ALGER, AVEC ALNAFT

Le major américain Chevron s’implante en Algérie

Un accord de partenariat a été signé, hier à Alger, entre l’Agence nationale pour la valorisation des ressources des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société américaine Chevron North Africa Ventures Ltd, leader mondial dans le secteur de l’énergie, indique le ministère de l’Energie dans un communiqué.

Par Sirine R.

Signé sous la supervision du ministre d'Etat, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, Mohamed Arkab, l'accord s'inscrit dans un cadre stratégique visant à renforcer la coopération dans le domaine des études techniques et géologiques, en particulier pour évaluer les potentialités des ressources en hydrocarbures dans les zones maritimes algériennes (offshore). La cérémonie s'est déroulée en présence de M. Rachid Hachichi, président-directeur général de Sonatrach, ainsi que de cadres du ministère, de l'industrie pétrolière et de la société Chevron.

L'accord, signé au nom de l'Algérie par M. Mourad Beldjehem, président de l'ALNAFT, et au nom de Chevron par M. Luca Rigo De Righi, directeur des nouveaux projets mondiaux, est d'une durée de 24 mois. Il vise, en effet, à réaliser une étude approfondie pour évaluer les possibilités des ressources pétrolières dans les zones maritimes de l'Algérie, marquant ainsi une étape stratégique dans le renforcement de la coopération entre l'Algérie et Chevron dans le domaine des études techniques et géologiques.

Le ministère ajoute dans son communiqué que cet accord ouvre la voie à des projets futurs d'exploration et de développement

des ressources en hydrocarbures nationales, rappelant au passage qu'un mémorandum d'entente avait été signé entre Sonatrach et la société américaine "Chevron F I I International limited", en vue de développer les ressources en hydrocarbures dans les zones d'intérêt commun identifiées au niveau des bassins d'Ahnet et de Berkine.

Le président de l'ALNAFT Mourad Beldjehem a souligné l'importance de ce partenariat, affirmant que cet accord faisait partie des efforts de l'ALNAFT pour attirer des investissements de qualité et renforcer les capacités techniques dans le domaine de l'exploration offshore. Il a exprimé une grande confiance dans la collaboration avec Chevron, qui contribuera sans aucun doute à la découverte de nouvelles potentialités et à renforcer la position de l'Algérie en tant que destination de premier plan pour les investissements dans le secteur énergétique.

De son côté, M. Luca Rigo De Righi a exprimé sa satisfaction de collaborer avec l'Algérie, soulignant que « Chevron était fière de participer à cette initiative qui soutient les efforts de l'Algérie pour développer son secteur énergétique ». Il a ajouté que cet accord reflétait l'engagement de Chevron à soutenir des projets innovants et durables, alignés sur sa vision de fournir une énergie propre, fiable et abordable.

Il est à rappeler que des études ont été lancées sur l'exploration offshore des hydrocarbures en Algérie et qui ont révélé des indicateurs positifs, notamment en ce qui concerne le gaz naturel. Selon le premier responsable du secteur, les études menées sur deux régions, la première entre Skikda et Bejaia et la deuxième entre Ain Temouchent et Tlemcen.

Pour rappel, le groupe Sonatrach avait conclu, en octobre 2018, des accords avec TotalEnergies et l'italien Eni, portant sur l'exploration des hydrocarbures offshore au large des côtes algériennes. Selon les termes du contrat, l'exploration dans la zone Est à Béjaïa, sera menée par ENI dans le bassin oriental algérien, sur une superficie de 15 000 m2, dont l'objectif est d'identifier les réservoirs gréseux et carbonatés.

Dans la zone d'intérêt Ouest, dans le bassin occidental algérien, l'exploration sera menée par Total, sur une superficie de 10 000 m2, dont l'objectif est également d'identifier les réservoirs gréseux et carbonatés. En mars 2019, l'Algérie avait donné le feu vert pour l'exploitation des hydrocarbures Offshores. Mais, TotalEnergies avait abandonné le contrat de prospection des hydrocarbures Offshore au large de la côte ouest de l'Algérie, tandis que, le contrat de l'Eni sur la prospection offshore au large de la côte Est, est toujours en cours.

LE PRÉSIDENT DE L'APN REÇOIT UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DE LA SLOVÉNIE

Renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a reçu, mercredi, une délégation parlementaire de la Slovénie, conduite par le président du groupe parlementaire d'amitié Slovénie-Algérie, Miroslav Gregoric, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. Lors de cette rencontre, M. Boughali a souhaité que cette visite contribue à renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines, notamment parlementaire et économique, précise la même source. Les deux parties ont évoqué les moyens de tirer mutuellement parti de l'expérience parlementaire dans l'élaboration des textes juridiques et de renforcer la coopération dans les secteurs de l'enseignement supérieur, des technologies de pointe, de l'énergie et de l'économie, en intensifiant les échanges et la coopération entre les opérateurs économiques des deux pays, notamment à la lumière de l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à multiplier les efforts pour diversifier les sources de richesse et sortir de la dépendance au pétrole. S'agissant des relations internationales, le président de l'APN a salué la reconnaissance par la République de Slovénie de l'Etat de Palestine, qualifiant cette position de "courageuse", réaffirmant la constance des positions de l'Algérie en faveur des causes régionales et internationales et son engagement à soutenir les causes justes, notamment les causes palestinienne et sahraouie. Déplorant "certaines positions négatives" du Parlement européen envers l'Algérie, M. Boughali a souhaité que "la Slovénie, en tant que membre du Parlement européen, joue un rôle pour rééquilibrer les positions de ce dernier". "L'Algérie rejette toute ingérence étrangère dans ses affaires intérieures et n'a de leçons à recevoir de personne en matière de droits de l'Homme et de libertés", a-t-il martelé. Le président de la délégation slovène a, de son côté, affirmé la disposition de son pays à renforcer et promouvoir les relations de coopération bilatérale, pour couvrir davantage de domaines d'intérêt commun, évoquant, par là même, la possibilité d'échange d'expertises, notamment en matière de coopération parlementaire.

INDUSTRIE DE RAFFINAGE DU PÉTROLE

L’Algérie, pionnière en Afrique

Par Mourad A.

L'industrie du raffinage du pétrole en Afrique traverse une période de transformations majeures, marquée par de nombreux défis. Bien que plusieurs raffineries du continent soient confrontées à des obstacles liés à la guerre, aux problèmes financiers ou à l'obsolescence de leurs infrastructures, des initiatives ambitieuses sont mises en œuvre pour revitaliser ce secteur stratégique. Parmi les pays qui se distinguent par leurs progrès notables, l'Algérie émerge comme un acteur clé du raffinage en Afrique, grâce à des investissements conséquents dans des unités modernes et à ses ambitions de modernisation. Cette dynamique contraste avec d'autres pays du continent, comme la Libye et le Soudan, qui sont toujours confrontés à des difficultés persistantes.

L'Algérie se positionne ainsi comme un leader régional dans le domaine du raffinage. Selon les données de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », son entreprise nationale, Sonatrach, met en place des projets ambitieux pour moderniser et accroître la capacité de ses raffineries. Récemment, un appel d'offres a été lancé pour renforcer la raffinerie d'Arzew, située dans l'ouest du pays, en vue de construire une unité de trai-

tement de naphta lourd. Ce projet, qui devrait avoir une capacité de 1,2 million de tonnes par an, a pour objectif de produire de l'essence à haute teneur en octane, un atout majeur pour l'industrie locale et régionale. Parallèlement, une unité de production de MTBE (méthyl-tert-butyl-éther) est en cours de construction, avec des prévisions de production annuelle de 200 000 tonnes, afin d'améliorer la qualité des carburants produits.

Ces avancées positionnent l'Algérie parmi les pays les plus dynamiques d'Afrique en matière de raffinage, avec une capacité de production souvent supérieure à celle de ses voisins. Le développement de ces infrastructures s'inscrit dans la stratégie de diversification économique du pays, visant à satisfaire la demande intérieure croissante en carburants tout en augmentant les exportations vers d'autres marchés africains.

En revanche, la Libye, malgré son potentiel pétrolier, peine à moderniser son secteur de raffinage en raison des effets dévastateurs de la guerre civile qui déchire le pays depuis plus d'une décennie. Les raffineries libyennes, comme celles de Zawiya et de Ras Lanouf, ont été lourdement endommagées par les conflits armés. La raffinerie de Zawiya, par exemple, a subi des destructions importantes lors d'affrontements en décem-

bre 2023, bien que sa production ait pu être maintenue malgré les incendies. Quant à celle de Ras Lanouf, elle reste hors service après un conflit avec une compagnie pétrolière émiratie, et son redémarrage complet semble encore incertain. Le Soudan, de son côté, fait face à un autre type de défi. Depuis le début de la guerre civile en avril 2023, la raffinerie de Khartoum, l'une des principales du pays, a été gravement endommagée par les combats, la rendant totalement hors service. Cette situation a plongé le pays dans une crise énergétique majeure, d'autant que sa capacité locale de production de carburant est désormais presque inexistante.

À l'inverse, le Nigéria, l'une des plus grandes économies pétrolières du continent, investit massivement dans la modernisation de ses raffineries. Le pays a récemment relancé des unités stratégiques comme celles de Port Harcourt et de Warri, avec pour objectif d'atteindre une production optimale. La raffinerie Dangote, avec sa capacité impressionnante de 650 000 barils par jour, est également en phase de finalisation et devrait commencer sa production de polypropylène en février 2025. Ces efforts visent à réduire la dépendance du Nigéria aux importations de carburant tout en stimulant l'industrie pétrolière locale.

D'autres pays, comme l'Afrique du Sud et le

Ghana, bien que confrontés à des défis similaires en matière de modernisation, cherchent eux aussi à revitaliser leur secteur de raffinage. L'Afrique du Sud, par exemple, avec des projets comme celui de la raffinerie Sapref, espère atteindre une capacité de production de 600 000 barils par jour après une modernisation importante. Cependant, le pays a connu des revers, notamment la fermeture de certaines raffineries, comme celle de Durban, endommagée par un incendie en 2020. En Côte d'Ivoire, bien que la raffinerie de Tema ait repris partiellement ses activités après un incident en 2017, elle ne fonctionne qu'à une capacité réduite, ce qui témoigne des défis structurels auxquels le pays continue de faire face.

Le secteur du raffinage en Afrique présente donc des disparités marquées entre les pays du continent. Tandis que l'Algérie se distingue par ses projets ambitieux et son rôle de leader, d'autres nations, telles que la Libye, le Soudan, ou même l'Afrique du Sud, peinent encore à surmonter des défis sécuritaires, financiers et techniques. Cette diversité de situations met en lumière les inégalités dans le développement du secteur pétrolier africain, tout en soulignant les opportunités qu'il représente pour les pays capables d'investir dans des infrastructures modernes et résilientes.

HABITAT RURAL
2000 aides
accordées à Bordj
Bou Arreridj en
2025

La wilaya de Bordj Bou Arreridj a bénéficié, au titre de l'exercice en cours, de 2.000 nouvelles aides à l'habitat rural, ont indiqué mardi les services de la wilaya. Ce quota vient consolider le programme en cours d'exécution dans l'ensemble des communes de la wilaya, portant le nombre total de logements ruraux à 7.000 unités, selon la même source. Les autorités locales ont pris une série de mesures pour éviter tout retard dans la mise en œuvre du programme de l'habitat rural, avec l'installation en 2024 de cellules de suivi au niveau des daïras pour accélérer la distribution des anciens quotas d'aides, ce qui a permis à la wilaya de bénéficier de nouveaux quotas et finaliser la distribution de 5.000 aides (quotas de 2024), ont ajouté les mêmes services. Les chefs de daïra ont été chargés d'assurer un suivi strict du dossier et d'adresser des mises en demeure pour accélérer l'établissement des listes des bénéficiaires lors des différentes phases administratives et techniques, a-t-on noté.

BOUMERDES
Production
prévisionnelle de
plus de 500.000
qx d'agrumes

Une production de plus de 500.000 qx d'agrumes est attendue dans la wilaya de Boumerdes au terme de l'actuelle campagne agricole 2024/2025, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA). Les premiers indices de récolte réalisés à ce jour sont "très encourageants" et augurent d'une "production abondante d'agrumes", a indiqué à l'APS, la chargée du service Organisation de la production et appui technique à la DSA, Yamina Boussoussa. La responsable a fait état d'un rendement moyen de 180 qx/ha depuis le début de cette campagne de récolte, qui se poursuivra jusqu'à mai prochain. Une production de près de 193.000 qx d'agrumes a été réalisée depuis le lancement de la campagne en novembre dernier sur une superficie de 1.200 ha, a-t-elle ajouté, soulignant que le verger agrumicole concerné par la récolte s'étend sur plus de 3.100 ha. A noter que la wilaya est notamment réputée pour ses oranges des variétés Thomson navel et Washington navel, cultivées sur une superficie de plus de 700 ha, ce qui représente un taux de 60% du verger agrumicole total, tandis que le reste de la superficie est cultivé en citron (480 ha) et autres variétés d'agrumes, dont la clémentine. Cette performance s'explique par plusieurs facteurs, dont les pluies enregistrées en temps opportun, un climat favorable durant la phase de croissance, le recul des maladies et la disponibilité des engrais. A cela s'ajoutent l'entrée en production de nouvelles plantations et l'exploitation du système d'irrigation goutte à goutte.

BATNA

283 établissements scolaires en lice pour le grand prix «chahid Mustapha Benboulaïd»

Au total, 283 établissements scolaires des paliers moyen et secondaire de la wilaya de Batna rivaliseront pour le grand prix "chahid Mustapha Benboulaïd" (1917-1956) depuis mardi jusqu'à la veille de la commémoration de l'anniversaire de la mort de ce chahid le 22 mars prochain.

Le concours dont le but est de mettre en relief le parcours de vie de ce héros pour en tirer des leçons met en lice les élèves des classes de fin de cycle des deux paliers moyen et secondaire de 188 CEM et 95 lycées, a indiqué à l'APS, Lamia Bencherif, chargée de communication à la direction locale de l'éducation en marge du lancement de ce concours au CEM chahid Mustapha Benboulaïd de la commune de Bouzina. Cette 18ème édition du concours revêt une importance particulière par sa coïncidence avec la célébration du 70ème anniversaire du déclenchement de la révolution libératrice, a précisé la même source. Le concours à travers de ses trois axes "chahid Mustapha Benboulaïd", "les résistances populaires" et "le mouvement national" a également pour but de faire connaître aux élèves l'histoire de l'Algérie et de sa lutte populaire inflexible et ininterrompue contre l'occupant, selon la même source. Chapeauté par la wilaya, ce concours se déroule en quatre phases couronnées par une finale qui mettra aux prises les deux CEM et les deux lycées



qualifiés à l'occasion de la commémoration de l'anniversaire de la mort du chahid Benboulaïd avec remise de prix aux lauréats lors de la cérémonie prévue à la salle polyvalente du village de Nara (commune de Menaâ) non loin du lieu d'enterrement du chahid en présence des autorités locales et de moudjahidine. Des prix conséquents

seront décernés aux deux établissements lauréats des premières places et élèves participants au terme de ce concours lancé en 2005 par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) en coordination avec la direction de wilaya des moudjahidine et éclipsé pendant deux années à cause de la pandémie du coronavirus, est-il noté.

BEJAIA

Relogement à Oued-Ghir de huit familles dont les maisons ont été affectées par les dernières intempéries

Huit familles de la commune de Oued Ghir, dont les maisons se sont détériorées du fait des dernières intempéries, ont été évacuées et relogées à titre définitif au nouveau pôle urbain d'Ighzer Ouzarif, à 15 km à l'ouest de Bejaia, rapporte mardi un communiqué de la wilaya. Les huit familles qui occupaient des habitations anciennes au lieu-dit "Tamda", situées entre les couloirs de la RN 12 reliant Bejaia à Tizi-Ouzou et la voie fer-

rée le long de ce qui est communément appelé "Le sens unique" d'El-Kseur, ont pris possession de leurs nouveaux logements en début de matinée. L'opération de relogement a été organisée par la commune de Oued-Ghir qui a mis à la disposition des concernés les camions et les engins nécessaires pour le déménagement et les habitations évacuées ont été démolies, selon la même source. Ces anciennes maisons se sont foncièrement dégradées,

fragilisées de plus par les aléas climatiques, notamment les pluies et les inondations qui, au fil des années, ont abîmé leurs structures, devenant inhabitables et constituant même une menace pour ceux qui les habitent. Les intempéries des derniers jours, marquées par d'importantes chutes de pluies (98 mm en 48 heures) ont provoqué des dégâts sur les habitations déjà fragilisées, si bien qu'il a fallu prendre une mesure rapide et radicale,

selon, le président de l'Assemblée populaire communale d'Oued Ghir Amar Mokrani. Ainsi, l'APC d'Oued Ghir en concertation avec la direction locale de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et de la daïra Bejaia, à laquelle est rattachée administrativement la commune de Oued Ghir, ont dégagé un quota de logements dans le nouveau pôle urbain d'ighzer Ouzarif afin de reloger définitivement les huit familles.

JIJEL

Mise en service d'un tronçon de 13 km de la pénétrante autoroutière Djen Djen-El Eulma

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a supervisé, mardi après-midi dans la wilaya de Jijel, la mise en service d'un tronçon de 13 kilomètres de la pénétrante autoroutière Djen Djen (Jijel)-El Eulma (Sétif). Le ministre a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de mise en service de ce tronçon de 13 km entre le port de Djen Djen et l'échangeur de Chadia (Kaous), que ce segment "constitue la première partie d'une

section de 27 kilomètres qui devrait être achevée et réceptionnée avant la fin de cette année 2025". Les entreprises de réalisation ont été instruites à l'effet d'accélérer le rythme des travaux et de livrer 32 kilomètres, en tout, "avant la fin de l'année en cours", a-t-il ajouté, notant que cette pénétrante revêt une grande importance économique car elle relie l'un des ports les plus importants du pays (Djen Djen) à l'autoroute Est-ouest. M. Rekhroukh a rappelé que son département "œuvre à la restructuration

du contrat du projet et à l'élaboration d'un avenant légal permettant de confier la réalisation de certaines parties à des entreprises autres que celles initialement contractées afin de garantir le parachèvement du projet dans les meilleurs délais". Le ministre a également ajouté que le taux d'avancement du tronçon de la pénétrante situé sur le territoire de la wilaya de Jijel, long de 45 km, et comprenant 4 viaducs, 3 échangeurs, 6 passages supérieurs et 5 passages inférieurs, a atteint les 58%.

Si Donald Trump tient ses promesses, l'économie mondiale risque de tanguer

Droits de douane, immigration, baisse des prix de l'énergie... Les premières mesures du président américain sont particulièrement attendues.

2^e partie et fin

Gérard Horny – Édité par Louis Pillot

Dans un autre discours, le 15 janvier, elle mettait en garde ses concitoyens sur les risques pour l'avenir: à 6,4% du PIB, le déficit budgétaire 2024 est à un niveau historiquement élevé et, du fait du vieillissement de la population, les dépenses risquent encore de croître. Dans ces conditions, prolonger les mesures de baisse des impôts décidées lors du premier mandat de Donald Trump, voire les renforcer comme il en a l'intention, risque d'aggraver la situation. La trajectoire des finances publiques américaines est insoutenable. Il n'empêche que, de tous les projets du nouveau président, ceux qui portent sur l'allègement de la fiscalité sont ceux qui ont le plus de chances d'être réalisés sans tarder. Ce ne sont pas les économies que pense pouvoir trouver Elon Musk, propulsé à la tête d'un nouveau département de l'Efficacité gouvernementale (le DOGE, pour Department of Government Efficiency), qui vont permettre de redresser la trajectoire. Le patron de SpaceX et Tesla a d'ailleurs commencé à baisser de moitié son objectif; des économistes estiment que s'il en faisait déjà le dixième, ce serait bien...

Risque de crise financière

Un autre sujet d'inquiétude porte sur la déréglementation. Donald Trump, pour stimuler davantage encore l'économie américaine, se propose de supprimer toutes les règles et normes qui sont supposées entraver l'activité. Évidemment, tous ses amis milliardaires applaudissent chaleureusement, mais beaucoup d'économistes s'inquiètent. Un des sujets les plus discutés à l'échelle internationale concerne le secteur bancaire. Depuis la crise financière de 2007-2008, des décisions ont été prises pour imposer aux banques et surtout aux plus importantes d'entre elles de disposer d'un niveau de fonds propres suffisamment élevé pour faire face aux risques de défaillances de leurs clients. Une nouvelle version de ces règles, dite Bâle III car établie à Bâle où siège la Banque des règlements internationaux (la banque des banques centrales), est entrée en vigueur en Europe le 1er janvier. À Londres, il a été décidé d'attendre le 1er janvier 2027 et, aux États-Unis, les grandes banques comptent bien sur Donald Trump pour n'appliquer qu'une version très édulcorée de ces mêmes règles. La première conséquence serait une compétitivité renforcée des grandes banques américaines au détriment des banques européennes (les fonds propres, cela a un coût), déjà beaucoup moins bien valorisées en bourse. Mais, à plus long terme, le



risque majeur serait celui d'une plus grande vulnérabilité du système financier international en cas de crise. Ce risque devrait être pris au sérieux. On peut aussi s'étonner –et s'inquiéter– de la nouvelle passion de Donald Trump pour les cryptomonnaies. Son idée de laisser ce secteur s'épanouir en toute liberté (deux jours avant son investiture il a même lancé une cryptomonnaie à son nom, le \$Trump, et son épouse a lancé la sienne le lendemain) crée sur le sol des États-Unis une concurrence interne au dollar, alors même qu'au niveau international, le nouveau président s'érige en combattant de tous ceux qui refusent d'utiliser sa monnaie. Il est vrai qu'en ce domaine, il n'a aucune idée claire: il dénonce ceux qui entendent bénéficier au détriment des États-Unis d'une monnaie faible, mais la politique qu'il prône pourrait avoir pour conséquence de renforcer le dollar (du moins à court terme). On peut souligner aussi qu'il passe son temps à attaquer la Réserve fédérale (dont l'actuel président a pourtant été nommé par lui) pour sa politique monétaire restrictive, mais les décisions qu'il compte prendre, en matière de droits de douane notamment, risquent en fait de conduire à un arrêt ou du moins à un ralentissement de la baisse des taux d'intérêt.

Incertitudes élevées

Alors, que penser de la politique économique qui risque d'être mise en œuvre à partir de ce mois de janvier? À court terme, elle devrait doper une économie américaine qui se porte déjà plutôt bien. Le FMI vient d'ailleurs de relever sa prévision de croissance du PIB des États-Unis en 2025 d'un demi-point, de 2,2% à

2,7%. Pour les autres pays, l'incertitude la plus totale règne: tout dépend de ce qui va être décidé exactement. Les plus optimistes observent que, dans l'entourage du président, tous les gens qui essaient d'influer sur ses décisions ont des points de vue voire des intérêts parfois très divergents, et qu'une sorte d'équilibre pourrait résulter de ces pressions contraires. Mais, à plus long terme, les perspectives sont souvent jugées plutôt sombres pour l'ensemble du monde, États-Unis compris. Ainsi que le note le FMI, «en cas de prédominance des effets néfastes des droits de douane et de la réduction de la main-d'œuvre, l'activité économique dans le monde ainsi qu'aux États-Unis pourrait subir des retombées négatives à moyen terme. Les incertitudes sont élevées.» Ce qui inquiète le plus les économistes est l'évolution vers un affaiblissement probable et dangereux de la coopération internationale.

La démocratie en danger

Enfin ne négligeons pas l'avertissement lancé par Joe Biden dans son discours d'adieu télévisé du 15 janvier: «Une oligarchie prend forme en Amérique faite d'extrême richesse, de pouvoir et d'influence qui menace déjà notre démocratie entière, nos droits élémentaires, nos libertés et la possibilité pour chacun d'avoir une chance équitable de s'en sortir.» Il ne faut pas être naïf: aux États-Unis, plus encore peut-être que dans les autres démocraties occidentales, le pouvoir économique a toujours été très proche du pouvoir politique. Mais ce que nous voyons actuellement autour de Donald Trump est absolument inédit. Les milliardaires ne sont pas proches de la Maison-

Blanche, ils sont à la Maison-Blanche. Quand on voit la puissance des entreprises de la haute technologie américaine, avec trois d'entre elles qui ont une capitalisation boursière égale ou supérieure au PIB de la France, avec Apple qui peut se permettre de dépenser 110 milliards de dollars uniquement pour racheter ses propres actions comme cela a été annoncé en mai 2024, avec Microsoft qui peut investir 80 milliards de dollars en un an dans la construction des centres de données nécessaires au déploiement de l'intelligence artificielle, il est clair que cette puissance va exercer son influence bien au-delà des frontières des États-Unis. On sort là de la seule sphère de l'économie: c'est notre mode de vie à tous qui va être déterminé entre Washington, New York et la Californie. Et cela pose un vrai problème. Dans leur ouvrage Pouvoir et progrès (Pearson), Daron Acemoğlu et Simon Johnson, tous deux professeurs au MIT et prix Nobel d'économie 2024, le rappellent avec vigueur: «La prospérité partagée du passé n'était pas le fruit automatique garanti du progrès technologique. Non, la prospérité partagée a pris forme car, et uniquement quand, le progrès technique et la manière de partager ses gains ont été arrachés des mains de l'élite.» Or, ce n'est pas le chemin que nous prenons aujourd'hui. Le progrès est «en train d'enrichir un petit groupe d'entrepreneurs et d'investisseurs tandis que le plus grand nombre est impuissant et en bénéfice peu. Une nouvelle vision de la technologie, plus inclusive, ne peut émerger que si la répartition du pouvoir change.» Ce n'est pas précisément dans cette direction que le nouveau locataire de la Maison-Blanche a l'intention de nous mener.

Source : slate.fr

LIBAN

«La formation du gouvernement avance de manière constante»

Le Premier ministre désigné du Liban, Nawaf Salam, a déclaré que "la formation du gouvernement avance de manière constante" et s'est engagé à mettre en place un cabinet "de relance et de réforme", a rapporté l'agence nationale libanaise de l'information (ANI). "Mon objectif est de former le gouvernement rapidement, et je travaille en ce sens dans le respect des mécanismes constitutionnels. Je reste fidèle aux principes énoncés dans mon premier discours et je ne ferai aucune concession", a déclaré Salam depuis le palais présidentiel de Baabda, après sa rencontre mardi avec le président de la République libanaise, Joseph Aoun. Et de poursuivre: "Mon ambition est de mettre en place un gouvernement de relance et de réforme. Je suis pleinement conscient des attentes élevées des Libanais et je suis résolu à tout mettre en œuvre pour former un gouvernement qui réponde à leurs aspirations et mérite leur confiance". Désigné récemment par le président Aoun, le Premier ministre du Liban, M. Nawaf Salam a été chargé de former un nouveau gouvernement. "Je ne suis pas un homme qui exclut, mais un homme qui rassemble", avait déclaré M. Salam à la suite de sa nomination, ajoutant "tendre la main à tous pour débiter ensemble la mission de sauvetage, de réformes et de reconstruction", notamment après une agression sioniste dévastatrice contre le Liban.

ARABIE SAOUDITE

Croissance record des prêts bancaires aux entreprises

En novembre, les prêts bancaires en Arabie saoudite ont atteint 2,93 trillions de riyals saoudiens (782 milliards de dollars), enregistrant une hausse de 13,33 % par rapport à l'année précédente, soit le taux de croissance le plus élevé depuis 22 mois.

Selon les données de la Banque centrale saoudienne (SAMA), les prêts aux entreprises ont constitué le principal moteur de cette croissance, enregistrant une augmentation de 17,28 % pour atteindre 1,58 trillion de riyals saoudiens. Il s'agit de la plus forte croissance annuelle pour les prêts aux entreprises parmi les données sur l'activité de prêt disponibles dans le rapport de la SAMA depuis 2021. Les activités immobilières ont mené la charge, représentant 21% des prêts aux entreprises et augmentant de 32% pour atteindre 328 milliards de RS. Le commerce de gros et de détail a représenté 13 % des prêts aux entreprises, atteignant 201,6 milliards de RS avec un taux de croissance annuel de 10,62 %. Le secteur manufacturier, élément clé des objectifs de diversification économique de Vision 2030, a représenté 12 % des prêts aux entreprises, soit 182,44 milliards de RS. Les fournitures d'électricité, de gaz et d'eau ont contribué à hauteur de 11 % à la part totale des entreprises, avec une croissance significative de près de 27,74 % pour atteindre 178,56 milliards de RS. Notamment, les activités professionnelles, scientifiques et techniques, bien que représentant une part plus faible de 0,53 % du crédit aux entreprises, ont connu la plus forte augmentation, avec un taux de croissance annuel de 54,44 % pour atteindre 8,38 milliards de RS. Les prêts à l'éducation ont suivi l'immobilier avec le troisième taux de croissance le plus élevé, augmentant de 29,93 % pour atteindre 8 milliards de RS. Concernant les prêts personnels, qui englobent diverses solutions de financement pour les par-

ticuliers, le secteur a enregistré une croissance annuelle de 9,05 %, atteignant ainsi 1,35 trillion de riyals saoudiens. Cette expansion souligne la confiance continue dans les prêts à la consommation et les stratégies de diversification économique du Royaume. Selon le Global Market Outlook for 2025 de Standard Chartered, la baisse des taux d'intérêt doit stimuler la croissance du secteur privé, ce qui profitera particulièrement aux industries sensibles à l'emprunt en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et au Qatar. Le rapport souligne que malgré un ralentissement prévu de la croissance mondiale de 3,2 % à 3,1 %, le Conseil de coopération du Golfe devrait rester un point positif, grâce à l'expansion robuste du secteur non pétrolier et aux investissements stratégiques qui soutiennent la diversification économique. La transformation économique de l'Arabie saoudite dans le cadre de Vision 2030 illustre un effort coordonné entre les institutions gouvernementales, les secteurs financiers et les entreprises privées pour stimuler une croissance et une diversification durables. Des secteurs tels que l'éducation, la science et la technologie, et les services publics prennent un élan significatif, alimenté par un financement substantiel visant à renforcer leur contribution au PIB de la nation. Le Royaume réalise des investissements importants dans la recherche et le développement, le gouvernement représentant la plus grande part des dépenses. En 2025, l'éducation représentait 16 % du budget national, employant le pourcentage le plus élevé de travailleurs en R&D et soulignant son rôle central dans l'expansion des capacités de recherche.

En outre, l'essor de l'activité immobilière reflète les infrastructures plus vastes et les giga-projets en cours, renforçant ainsi le programme de développement de la nation. Les récentes évolutions de la politique monétaire mondiale, reflétées par les ajustements des taux d'intérêt de la Banque centrale saoudienne, alignés sur ceux de la Réserve fédérale américaine, devraient rendre l'emprunt plus abordable. La baisse des taux d'intérêt stimulera davantage les prêts, ce qui soutiendra les industries clés et accélérera l'ambitieuse transformation du Royaume.

De solides réserves de capitaux

Selon les données de la SAMA, le capital réglementaire des banques saoudiennes par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques s'élevait à 19,2 % au troisième trimestre de l'année 2024, soit une légère baisse par rapport aux 19,5 % de l'année précédente. Malgré cette légère baisse, le ratio reste bien supérieur à l'exigence minimale de 8 % du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, reflétant la forte capitalisation et la résilience financière du secteur bancaire du Royaume. Le ratio de capital de catégorie 1, qui mesure le capital de base détenu par les banques pour absorber les pertes par rapport à leurs actifs pondérés en fonction des risques, a atteint 17,7 %. Les fonds propres de catégorie 1 se composent principalement de capitaux de haute qualité, tels que les fonds propres ordinaires et les réserves divulguées. Ce ratio élevé démontre la solidité du système bancaire, qui soutient la croissance économique tout en se protégeant des risques potentiels.

TUNISIE

Hausse de 16 % des recettes d'exportations de produits alimentaires en 2024

En Tunisie, comme dans la majorité des pays d'Afrique du Nord, la sécheresse qui dure depuis plusieurs années affecte la production agricole. En dépit de cette situation, le pays a réussi à améliorer la performance du secteur sur le segment des exportations en 2024. En Tunisie, les recettes tirées des exportations de produits agricoles et alimentaires se sont établies à 8,47 milliards de dinars (2,6 mil-

liards \$) sur l'ensemble de l'année 2024, signant une hausse de 15,8 % par rapport aux 7,3 milliards de dinars (2,2 milliards \$) engrangés un an plus tôt. C'est ce qu'indiquent les données compilées par l'Observatoire national de l'Agriculture (Onagri) sur la période considérée. Principal produit agricole d'exportation du pays, l'huile d'olive a été un acteur majeur de cette embellie. En dépit d'une quasi-

stagnation des volumes d'expéditions, la filière a enregistré une croissance de 27 % des recettes d'exportation à 4,8 milliards de dinars (1,5 milliard \$), notamment en raison de la conjoncture favorable à la croissance des prix de vente sur le marché international. À cela s'ajoute la croissance de 20 % des recettes issues de la filière dattes à 955 millions de dinars (299 millions \$) et celle de 55,5 % à 20

millions de dinars (6,2 millions \$) des agrumes. « Les prix à l'exportation ont observé une hausse de 29,3 % pour l'huile d'olive, de 25,1 % pour les agrumes, de 2,1 % pour les dattes et de 0,9 % pour les produits de la pêche par rapport à la même période de l'année précédente », souligne l'Onagri. Il convient de noter que les produits de la pêche, qui constituent le troisième poste d'exportations alimen-

taires du pays, ont affiché une baisse de 5,5 % de leurs recettes à 648,1 millions de dinars (202 millions \$) en raison d'une réduction de 6,3 % du volume des envois en 2024. Globalement, la hausse des exportations alimentaires en Tunisie a permis d'augmenter la contribution du secteur agricole aux recettes d'exportations du pays. Celle-ci est en effet passée de 11,6 % en 2023 à 13,7 % en 2024.

MAURITANIE

Mise en demeure de Chinguitel pour indisponibilité de service

En novembre, le régulateur télécoms avait déjà sanctionné les trois opérateurs de téléphonie mobile pour manquements aux obligations de couverture et de qualité de service. Chinguitel s'était vu infliger une amende de 2,5 millions \$, assortie d'une réduction de la durée de ses licences 2G, 3G et 4G. L'Autorité de régulation de la Mauritanie (ARE) a annoncé, le dimanche 19 janvier, avoir adressé une mise en demeure à l'opérateur de téléphonie mobile Chinguitel. Il est reproché à ce dernier un

manquement à son obligation d'assurer la disponibilité permanente, continue et régulière de ses services. L'opérateur a donc sept jours pour corriger lesdits manquements sous peine d'application des sanctions prévues par les textes en vigueur. La plateforme de contrôle continu de l'ARE indique qu'entre le 1er et le 14 janvier, 162 sites de Chinguitel étaient hors service pendant une durée excédant 72 heures. « La durée cumulée d'indisponibilité du service d'une station de base (BTS) ne doit pas excéder, sur une pé-

riode d'un an, 24 heures en zones urbaines et 72 heures en zones rurales », explique le régulateur télécoms citant le cahier des charges de l'opérateur télécoms. Ce nouvel avertissement survient environ deux mois après que l'ARE a imposé des sanctions financières et administratives aux trois opérateurs télécoms mauritaniens pour des manquements similaires. Chinguitel a éclopé d'une amende de 100,2 millions d'ouguiyas (2,5 millions \$), accompagnée d'une réduction des durées de validité de ses licences

: trois mois pour la 2G, un mois pour la 3G et deux mois pour la 4G. La persistance des manquements chez Chinguitel vient soulever la question de la pertinence des sanctions pécuniaires à l'encontre des opérateurs télécoms. L'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA) estime que ces sanctions peuvent se révéler contre-productives, générant de l'incertitude pour les opérateurs et entravant leur capacité à mener à bien des plans de développement à long terme.

CÔTE D'IVOIRE

La montée en puissance de la mine d’or Séguéla s’accélère

En Côte d’Ivoire, Fortuna Mining a prévu une production d’or située entre 126 000 et 138 000 onces à la mine d’or Séguéla en 2024. Alors que la compagnie canadienne a atteint la limite supérieure de cette prévision, elle vise encore plus haut pour 2025 et 2026.

Le canadien Fortuna Mining a publié mardi 21 janvier ses prévisions de production pour 2025 et 2026, révélant une hausse progressive des volumes livrés par sa mine d’or Séguéla en Côte d’Ivoire. Mise en service fin mai 2023, Séguéla a produit 137 781 onces pour sa première année d’exploitation en 2024 et devrait livrer jusqu’à 180 000 onces en 2026. Si Fortuna Mining a enregistré une hausse de 75 % en glissement annuel de sa production d’or en Côte d’Ivoire pour l’année dernière, la progression en 2025 devrait être moins importante. La compagnie canadienne prévoit de produire entre 134 000 et 147 000 onces cette année à Séguéla, avant d’accélérer en

2026. La mine devrait ainsi livrer 160 000 onces à 180 000 onces l’année prochaine. Cette montée en puissance de la mine d’or Séguéla s’explique par une augmentation de la quantité de minerai traité, surtout en 2026 où Fortuna Mining prévoit de recourir à un nouveau gisement dénommé Sunbird. L’ajout du gisement Sunbird dans le plan d’exploitation de 2026 s’accompagne aussi d’une hausse de 18 % de la teneur moyenne en or du minerai traité. Notons aussi que le gisement Sunbird a une extension souterraine pour laquelle Fortuna prévoit des études visant à évaluer le potentiel d’une exploitation souterraine. Pour atteindre ces différents objectifs,

Fortuna Mining prévoit d’investir 67 millions \$ en 2025 et 38 millions \$ en 2026 sur sa mine. La compagnie consacrera également 23,5 millions \$ au total pour l’exploration à Séguéla au cours de ces deux années. Fortuna n’a néanmoins pas encore fourni de prévisions de revenus ni d’indications sur la part qui reviendra à l’État ivoirien grâce à cette montée en puissance. Rappelons que la Côte d’Ivoire détient 10 % d’intérêts dans la mine et reçoit la part correspondante des bénéfices de Séguéla. Le code minier ivoirien prévoit aussi une redevance minière sur les ventes de la production d’or, avec un taux qui varie de 3% à 6 %, sans oublier d’autres impôts et taxes, comme l’impôt sur les sociétés.

NIGERIA

3 942 MW ajoutés au réseau électrique en 2024 malgré les défis

Tout au long de l’année de 2024, la disponibilité de l’électricité, affectée par des actes de vandalisme à répétition sur les installations électriques à travers le Nigeria, a constitué un défi significatif pour la Transmission Company of Nigeria (TCN). La Transmission Company of Nigeria (TCN), l’entité qui gère le réseau de transport d’électricité dans le pays, s’est exprimée mardi 21 janvier sur les efforts pour soutenir la fourniture d’électricité en 2024.

Tout au long de l’année, la compagnie indique avoir renforcé l’infrastructure électrique du Nigeria à travers l’installation et la mise en service de 48 nouveaux transformateurs de puissance dans diverses régions du pays. Concrètement, la réalisation de ces projets a permis d’ajouter une capacité totale de 4928 mégavolts ampères (MVA) au réseau de transmission national, ce qui s’est traduit par l’augmenta-

tion de l’électricité disponible sur le réseau de 3942,4 mégawatts (MW). L’ajout de ces transformateurs vise une meilleure fourniture d’électricité aux consommateurs aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones industrielles, tout en réduisant les pannes et les interruptions de service. Cet objectif est poursuivi dans le cadre du programme de réhabilitation et d’extension du réseau de transport d’électricité (TREP)

au Nigeria, axé sur la modernisation des infrastructures. Mais sa concrétisation est restée limitée en raison des pannes à répétition qui ont touché le réseau électrique en 2024. Pour rappel, celui-ci s’est effondré à 12 reprises en 2024. Une réalité qui, selon Adebayo Adelabu, le ministre chargé de l’Électricité au Nigeria, devrait persister tout au long de cette année en raison notamment de la vulnérabilité du réseau aux actes de vandalisme.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le Cameroun élabore une stratégie nationale

L’intelligence artificielle (IA) est aujourd’hui un moteur clé du progrès pour les nations. Elle offre des solutions innovantes aux défis économiques et sociaux, favorisant la modernisation des infrastructures, l’optimisation des services publics et la compétitivité sur la scène mondiale. Le Cameroun s’apprête à mettre en place une stratégie en intelligence artificielle (IA). Le document en cours d’élaboration a été annoncé mardi 21 janvier par la ministre des Postes et Télécommunications, Minette Libom Li Likeng (photo), lors de la cérémonie d’ouverture des consultations nationales pour l’élaboration de la feuille de route 2025 du secteur des postes, télécommunications et TIC. « La stratégie vise à positionner le Cameroun comme un acteur clé dans l’écosystème global de l’intelligence artificielle, avec un focus particulier sur les secteurs stratégiques tels que la santé, l’agriculture, l’éducation et la gouvernance. Il est crucial de mettre en place des mécanismes solides pour assurer une intelligence artificielle responsable,

renforcer les infrastructures numériques, développer les compétences locales et promouvoir l’innovation », a expliqué Minette Libom Li Likeng. Cette initiative s’inscrit dans le cadre du projet d’accélération de la transformation numérique, et devrait contribuer à la réalisation de la Stratégie nationale de développement (SND30) et de la « Vision 2035 ». Ces projets visent à faire du Cameroun « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité », grâce à la transformation structurelle de l’économie et au développement inclusif. Une fois mise en place, la stratégie nationale d’IA permettra au Cameroun de rejoindre plusieurs pays africains qui ont déjà adopté des documents similaires, à l’instar du Bénin, du Nigeria et du Sénégal. Par ailleurs, d’autres pays comme le Congo et la Tunisie travaillent également sur des stratégies nationales d’IA. La stratégie camerounaise vise non seulement à booster l’innovation et la compétitivité à travers l’IA, mais aussi à répondre à plusieurs défis majeurs. Elle devra relever les enjeux éthiques, garantir la cybersécurité, et encourager une

gestion efficace des données. Cela permettra de maximiser les retombées économiques et le bien-être des populations tout en réduisant les risques associés aux nouvelles technologies. En outre, cette stratégie pourrait améliorer l’indice du potentiel d’investissement dans l’IA du Cameroun. Cet indice, évalué par le rapport « AI Investment Potential Index: Mapping Global Opportunities for Sustainable Development » publié par l’Agence française de développement (AFD), mesure la capacité des pays à attirer des investissements dans l’IA, en prenant en compte des critères comme les infrastructures technologiques, les compétences disponibles, les cadres réglementaires et le potentiel de marché. Le Cameroun figure actuellement parmi les pays ayant un indice de 30 sur 100, aux côtés de l’Angola, de la Guinée, de l’Éthiopie et du Burkina Faso. Ce positionnement met en lumière des opportunités de développement, tout en soulignant les efforts nécessaires pour améliorer son attractivité et exploiter pleinement le potentiel de l’IA.

ANGOLA

233,4 millions \$ de Société Générale pour un satellite de télédétection

Le gouvernement angolais veut accélérer le développement du secteur spatial national. Le pays s’est déjà doté d’un satellite télécoms en partenariat avec la Russie. L’équipement est exploité commercialement depuis fin janvier 2023. L’Angola franchit une nouvelle étape vers le lancement de son premier satellite d’observation de la Terre ou de télédétection, Angeo-1. La semaine dernière, le gouvernement angolais a conclu un contrat de financement de 225 millions d’euros (233,4 millions \$) avec la banque française Société Générale, à l’occasion d’une visite officielle en France du président João Lourenço. C’est en mars 2023 que l’Angola avait signé un accord avec Airbus Defence and Space, une filiale du groupe franco-allemand Airbus spécialisée notamment dans les satellites artificiels, pour la construction d’Angeo-1. L’initiative peut s’inscrire dans le cadre de la Stratégie spatiale nationale de l’Angola à travers laquelle le gouvernement ambitionne de mettre à profit la technologie spatiale pour accélérer le développement du pays. Le pays dispose déjà d’un satellite télécoms, Angosat-2, exploité commercialement depuis fin janvier 2023. Une fois terminé et mis en service, Angeo-1 devrait soutenir le développement social et économique de l’Angola, notamment par une série d’activités stratégiques telles que la planification urbaine et la gestion des précieuses ressources minérales, selon Airbus. L’équipement est également censé contribuer au développement des infrastructures ; à la cartographie des ressources naturelles ; à la surveillance maritime ; à l’agriculture et à la démographie et à la météorologie. Il convient toutefois de souligner que le calendrier de construction du satellite, sa mise en orbite et ses capacités techniques restent inconnus à ce jour. Par ailleurs, la gestion des infrastructures spatiales nécessite des compétences techniques avancées et des ressources humaines qualifiées. Dans cette optique, l’accord avec Airbus inclut un programme de formation complet destiné aux ingénieurs angolais, visant à renforcer les capacités nationales grâce à un transfert de connaissances ciblé.

MARCHÉS EN ASIE

SoftBank s’envole, les valeurs tech en fête après le plan IA de Trump

Les Bourses asiatiques grimpaient mercredi 22 janvier, rassurées par l'absence de hausse immédiate des droits de douane américains visant la région et tirées par les valeurs tech après l'annonce par Donald Trump d'un plan d'investissement massif dans l'intelligence artificielle.

Les marchés suspendus à Trump

À la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a terminé les échanges matinaux en hausse de 1,48% à 39.604,71 points, et l'indice élargi Topix de 0,94% à 2.738,91 points. Vers 03h00 GMT, Sydney progressait de 0,33% et Séoul de 0,66%. Les marchés digéraient la salve de décisions dévoilées la veille par Donald Trump, fraîchement investi président américain: il a annoncé des relèvements drastiques de taxes douanières dès le 1er février pour le Canada et le Mexique, et a estimé que les pays européens ne seraient pas épargnés, sans autres détails. Les réactions en dents de scie des Bourses asiatiques mardi au gré des annonces du nouveau président «témoignent des fluctuations imprévisibles des marchés face à Trump, soulignant la nécessité de faire preuve de vigilance et d'adaptabilité», commente Stephen Innes, de SPI Asset Management. Pour autant, «le silence actuel concernant la Chine suggère que Trump cherche à conclure un accord important (avec Pékin)» et sa décision de reporter l'interdiction de TikTok signale «une approche considérablement plus conciliante que beaucoup ne l'avaient anticipé», ajoute-t-il. Mais ce traitement de faveur semble «incohérent» avec les taxes douanières immédiates qui frappent les voisins et alliés des États-Unis, «ce qui rend difficile toute prévision», insiste l'analyste.

Les marchés attendant d’en savoir plus sur la politique de Trump

Les Bourses mondiales digèrent mardi une première salve de décrets présidentiels de Donald Trump après son retour à la Maison Blanche, en attendant d'en savoir plus sur sa politique commerciale vis-à-vis de l'Europe et de la Chine. En Europe, "malgré toute l'incertitude qui existe concernant le programme +America First+ du nouveau président américain, l'évolution des indices boursiers, n'a pas vraiment été perceptible jusqu'à présent", a commenté Konstantin Oldenburger, analyste chez CMC Markets, dans une note. La Bourse de Paris a

De fait, les places chinoises n'en tiraient guère profit: vers 03h00 GMT, l'indice Hang Seng à Hong Kong reculait de 1,32% à 19.841,07 points, l'indice composite de Shanghai perdait 0,74% et celui de Shenzhen 0,80%.

Le projet «Stargate» dope la tech

À Tokyo, l'action de SoftBank Group, le géant nippon des investissements dans la tech, a fini la matinée sur une envolée de 9,15%. Donald Trump a annoncé mardi un nouveau projet d'intelligence artificielle (IA), baptisé «Stargate», comprenant des investissements d'«au moins 500 milliards de dollars» dans des infrastructures IA aux États-Unis. Or, SoftBank y participera, aux côtés du spécialiste du «cloud» Oracle et de la start-up d'IA générative OpenAI. Les titres liés à l'IA et aux semi-conducteurs ont bondi dans son sillage, à l'instar d'Advantest (+3,94%), Renesas (+4,85%) et Screen Holdings (+4,07%) à Tokyo, de TSMC (+2,23%) à Taïpei ou de SK Hynix (+2,06%) à Séoul, vers 03h00 GMT.

Le dollar se stabilise, le yen attend la BoJ

Vers 03h00 GMT, le billet vert progressait de 0,18% face à la monnaie japonaise, à 155,80 yens pour un dollar, et de 0,15% face à la monnaie commune européenne, à 1,0412 dollar pour un euro. Les investisseurs restaient prudents après des signaux

contradictoires de Donald Trump sur les droits de douane, en l'absence de mise en place concrète. «Il existe une dichotomie claire dans l'approche de la Maison-Blanche: le Mexique et le Canada seront les premières cibles, tandis que Trump devrait adopter une position plus modérée à l'égard de la Chine», observe Kathleen Brooks, analyste de XTB. «Cela se répercute sur le marché des changes: le yuan chinois s'est renforcé, tandis que le peso mexicain et le dollar canadien s'affaiblissaient (...) Dans la nouvelle ère Trump, si vous êtes du mauvais côté de Trump, il y a un prix à payer», insistait-elle. Le peso mexicain continuait de reculer de 0,2% face au dollar, tandis que le dollar canadien cédait 0,09% face au billet vert, reprenant leur souffle après leur plongeon de la veille. A l'inverse, «le yen étant largement à l'abri des tensions

commerciales américaines, il fait preuve de sa résilience» et reste soutenu par la perspective d'une hausse des taux de la Banque du Japon vendredi, notaient les experts de Standard Chartered.

Le pétrole atone, le gonflement de l’offre américaine alarme

Le marché du pétrole se stabilisait, après avoir décroché violemment la veille, alors que Donald Trump déclarait l'«état d'urgence énergétique» visant à gonfler la production d'hydrocarbures des États-Unis. Une offre accrue contribuerait à peser sur les prix. Vers 03h15 GMT, le baril de WTI américain cédait 0,07% à 75,78 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord progressait de 0,04% à 79,32 dollars.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 20 Janvier 2025
Valeur : 22 Janvier 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		135.6492	135.6642
1	EUR	EURO		139.8679	139.9376
1	GBP	POUND STERLING		165.6278	165.7069
100	JPY	JAPANESE YEN		86.9323	86.9587
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5376	18.5402
1	CHF	SWISS FRANC		148.6567	148.6894
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.8814	93.8983
1	DKK	DANISH KRONE		18.7501	18.7537
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.1670	12.1701
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		11.9006	11.9062
1	AED	UAE DIRHAM		36.9294	36.9385
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.1529	36.1588
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.4208	439.7543
1	TND	TUNISIAN DINAR		41.9181	42.3394
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4968	13.4983
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.3448	27.4852
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.4084	3.4190
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.0656	176.0656

BOURSE DE PARIS

Attendue à l’équilibre

La Bourse de Paris devrait ouvrir sans impulsion mercredi, évaluant les dernières annonces en matière de droits de douane du nouveau président des États-Unis Donald Trump. Les contrats à terme sur le CAC 40 grappillaient 0,05% une quarantaine de minutes avant le début de la séance. La veille, l'indice vedette parisien avait pris 0,48% à 7.770,95 points. Interrogé par la presse à la Maison Blanche, Donald Trump a assuré mardi que son gouvernement discutait «de 10% de droits de douane sur les produits chinois car ils envoient du fentanyl au Mexique et au Canada», qui est au final consommé aux États-Unis.

À l'origine analgésique approuvée par l'administration américaine, le fentanyl est une drogue de synthèse 100 fois plus puissante que la morphine et 50 fois plus puissante que la cocaïne, d'après l'agence américaine anti-drogue (DEA). «C'est sans doute pour le 1er février, c'est la date que nous regardons», a-t-il ajouté, ce qui correspond à la date annoncée la veille pour l'application de 25% de droits de douane sur les produits mexicains et canadiens. Cette annonce «laisserait entendre que la nouvelle administration va adopter une approche progressive plutôt qu'agressive, le chiffre de 60% était évoqué dans un

premier temps», a estimé John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud. Pour les Européens, le président a seulement promis, sans plus de précisions, d'imposer des droits de douane, «seul moyen» pour les États-Unis «d'être traités correctement». Autre annonce susceptible de faire évoluer les marchés mercredi: Donald Trump a déclaré vouloir mettre en œuvre un nouveau projet d'intelligence artificielle (IA), baptisé «Stargate», comprenant des investissements d'«au moins 500 milliards de dollars» dans des infrastructures IA aux États-Unis.

Alstom et Ubisoft, parmi les valeurs à suivre

Alstom : le constructeur ferroviaire a enregistré un chiffre d'affaires de 4,7 milliards d'euros au troisième trimestre de son exercice décalé 2024/2025, en hausse de 7,9% par rapport à l'an dernier, a annoncé le groupe mardi dans un communiqué. Ubisoft : après une année 2024 marquée par des difficultés financières et plusieurs journées de grève, le géant du jeu vidéo Ubisoft veut «apaiser» les tensions avec une journée de «concertation sociale» mercredi, réunissant syndicats et représentants du personnel.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Trump dévoile un plan titanesque de 500 milliards de dollars

Les entreprises OpenAI (créateur de ChatGPT), SoftBank et Oracle prévoient de construire une coentreprise basée au Texas, appelée Stargate. Le nouveau président l’a annoncé ce mardi depuis la Maison-Blanche.

À en croire les chiffres dont il est question, l’intelligence artificielle sera bien l’une des priorités du mandat de Donald Trump. Le 47^e président américain a annoncé mardi 21 janvier un nouveau projet d’intelligence artificielle, baptisé «Stargate», comprenant des investissements d’«au moins 500 milliards de dollars» aux États-Unis. Stargate réunit le spécialiste du «cloud» (informatique à distance) Oracle, le géant japonais des investissements SoftBank, et la start-up d’IA générative OpenAI.

La présentation de Donald Trump a été faite à la Maison Blanche, en présence des dirigeants de ces trois entreprises. Le patron de SoftBank, Masayoshi Son, a précisé que la coentreprise allait «commencer à déployer immédiatement 100 milliards de dollars», avec l’objectif d’atteindre un total de 500 sur quatre ans. Donald Trump a expliqué que cet engagement venait s’ajouter à celui déjà pris par Masayoshi Son, mi-décembre, portant sur 100 à 200 milliards de dollars d’investissements dans le secteur technologique américain dans les quatre ans. La participation de SoftBank au projet «Stargate» a suscité l’euphorie du marché: vers 00h45 GMT mercredi, le titre du groupe japonais s’envolait de 8,45% à la Bourse de Tokyo. Selon un

communiqué commun publié mardi, outre SoftBank, Oracle et OpenAI, «Stargate» est soutenu financièrement par le fonds d’investissement MGX, adossé aux Émirats arabes unis. Le président et co-fondateur d’Oracle, Larry Ellison, a révélé que le projet portait principalement sur la construction de centres d’hébergement et de traitement de données, les fameux «data centers». «Les premiers sont déjà en cours de construction au Texas», près d’Abilene (nord-est), a partagé le dirigeant. Le développement du «cloud», de l’IA en général et de l’IA générative en particulier nécessite d’immenses capacités de stockage de données, ce qui a dopé les besoins en «data centers».

Plus de 100.000 emplois créés aux États-Unis

Donald Trump a assuré que la création de «Stargate» allait créer «quasi immédiatement plus de 100.000 emplois» aux États-Unis. Cette nouvelle société commune «va bâtir les infrastructures physiques et virtuelles pour porter la prochaine génération d’IA», a dit le président américain. Les partenaires veulent fédérer, autour de «Stargate», des «entreprises du milieu des infrastructures de centres de données, de la four-

niture d’énergie à l’immobilier en passant par la construction et l’équipement», selon le communiqué. Masayoshi Son a ajouté que le géant américain des semi-conducteurs Nvidia était partenaire du projet. Ces investissements «sont de l’argent qui, normalement serait allé à la Chine ou à d’autres pays, mais plus particulièrement à la Chine», a affirmé Donald Trump. Chacun leur tour, les trois patrons ont remercié Donald Trump. «Nous n’aurions pas pu faire ça sans vous», a déclaré Sam Altman. Lundi, Donald Trump a annulé un décret pris par son prédécesseur Joe Biden sur la sécurité en matière d’IA, un geste interprété comme une transition vers une approche réglementaire plus modérée. «Stargate» marque un tournant pour le petit prodige de l’IA générative OpenAI, qui s’était jusqu’ici appuyé sur les infrastructures de son partenaire Microsoft et va maintenant pouvoir compter sur ses propres data centers. OpenAI a néanmoins pris soin de dire qu’il «(poursuivait) son travail avec Microsoft», qui est son actionnaire à 49%. Dans un rapport publié en septembre, OpenAI avait plaidé auprès du gouvernement américain pour la création de centres de données géants de 5 gigawatts (GW), au coût estimé à 100 milliards de dollars.

FRANCE

En 2024, le nombre de touristes internationaux a atteint des sommets

Cette bonne dynamique a permis à la France d’engranger 71 milliards d’euros de recettes l’année dernière. Les clientèles belges, anglaises, allemandes, suisses et américaines ont été motrices dans ce résultat. Les JO de Paris ont aussi aidé. Bonne nouvelle pour la France. En 2024, année des Jeux olympiques de Paris, le pays a accueilli 100 millions de visiteurs internationaux en 2024, soit 2 millions de plus qu’en 2023. Cette dynamique lui a permis d’engranger 71 milliards d’euros de recettes, a annoncé ce mardi le mi-

nistère du Tourisme. «Si ces chiffres nous confortent dans notre place de première destination mondiale, nous devons franchir une nouvelle étape en devenant la première destination de tourisme durable», déclare la ministre du Tourisme Nathalie Delattre, citée dans un communiqué.

Les touristes internationaux en hausse

En 2024, les recettes internationales ont progressé de 12% sur un an, tirées par les clientèles belges, anglaises, allemandes, suisses et amé-

ricaines. La clientèle asiatique revient en France, mais le nombre de visiteurs chinois reste inférieur de 60% à celui d’avant pandémie. Les visiteurs japonais sont eux, 30% moins nombreux qu’en 2019. «Les Américains, avec des nuitées en hausse de 5% deviennent une clientèle incontournable, portée par des dynamiques économiques et un différentiel de pouvoir d’achat conséquents», est-il précisé. Pour l’ensemble de la clientèle internationale, les nuitées sont en hausse de 7,3%, portées par l’hébergement locatif (+16,4%).

Les vacances de fin d’année ont connu «un important rebond touristique porté par les stations de ski et la hausse de la fréquentation internationale» grâce notamment à un bon enneigement. Le taux d’occupation des stations de ski s’est élevé sur la période à 85% tous hébergements marchands confondus, en hausse de 3 points par rapport à 2023. La fréquentation internationale est en hausse de 10% par rapport à l’année passée alors que la clientèle française affiche une progression de 2%.

MALAISIE

La banque centrale maintient son taux directeur pour la dixième réunion consécutive

La banque centrale de Malaisie a maintenu son taux d’intérêt de référence inchangé pour la dixième réunion de politique consécutive mercredi, citant la forte croissance économique et l’inflation stable, tout en mettant en garde contre la volatilité potentielle de la monnaie. La Bank Negara Malaysia a maintenu son taux directeur au jour le jour à 3,00%, où il se trouve depuis mai 2023. Conformément aux attentes du marché, la banque centrale ne modifiera pas ses taux au moins jusqu’à la fin de 2025. La banque centrale a déclaré qu’au niveau actuel du taux, l’orientation de la politique monétaire reste favorable à l’économie et est co-

hérente avec l’évaluation actuelle des perspectives d’inflation et de croissance. «La vigueur de l’activité économique devrait se maintenir en 2025, grâce à la résistance des dépenses intérieures», a déclaré la banque centrale dans un communiqué. La stabilité des dépenses des ménages grâce à une augmentation du salaire minimum et des salaires des fonctionnaires, l’expansion robuste de l’activité d’investissement et l’augmentation des exportations soutiendront l’économie, a ajouté la banque. «Alors que les banques centrales d’autres pays sont susceptibles de réduire régulièrement leurs taux au cours des prochains mois, nous nous attendons à ce que la BNM main-

tienne ses taux cette année», a écrit Gareth Leather, économiste principal pour l’Asie chez Capital Economics, en citant la forte économie de la Malaisie comme raison. Toutefois, la banque a averti que les perspectives de croissance étaient soumises aux risques d’un ralentissement économique pour les principaux partenaires commerciaux, qui sont confrontés à des risques de restrictions commerciales et d’investissement, ainsi qu’à une production de matières premières plus faible que prévu. La croissance économique annuelle de la Malaisie devrait s’élever à 5,1% en 2024, après une croissance de 3,6% en 2023, et se situer dans la fourchette d’expansion de 4,8

% à 5,3% prévue par le gouvernement, selon les estimations avancées officielles. L’économie a probablement progressé de 4,8% en glissement annuel au quatrième trimestre 2024, plus lentement que les 5,3% du trimestre précédent, a déclaré le département des statistiques dans des estimations préliminaires. Le gouvernement et la banque centrale prévoient une croissance économique comprise entre 4,5% et 5,5% en 2025. La banque centrale a déclaré qu’en 2025, l’inflation devrait rester gérable, compte tenu de l’assouplissement des conditions des coûts mondiaux et de l’absence de pressions excessives de la demande intérieure.

ROYAUME-UNI

L’emprunt public dérape en décembre, pression sur les travaillistes

L’emprunt public du Royaume-Uni a fortement progressé en décembre, à un niveau plus élevé qu’anticipé, accroissant la pression sur le gouvernement travailliste, qui tente de restaurer la confiance malgré des indicateurs économiques difficiles. Ces emprunts ont atteint 17,8 milliards de livres (21 milliards d’euros) en décembre, soit 10,1 milliards de plus qu’un an plus tôt, selon les chiffres diffusés mercredi par l’Office national des statistiques (ONS). Il s’agit des «troisièmes plus élevés jamais enregistrés en décembre», a souligné Jessica Barnaby, directrice adjointe des finances publiques à l’ONS. Ce chiffre est une mauvaise nouvelle pour la ministre des Finances, Rachel Reeves, qui tente de rassurer les marchés depuis la présentation fin octobre de son premier budget, fait de lourdes hausses d’impôts et d’emprunts exceptionnels pour investir, qui n’a pas convaincu les entreprises. La ministre, confrontée à une croissance atone, a dû faire face en début d’année à un spectaculaire affaiblissement de la livre et à la forte hausse des taux d’emprunt de la dette - à un niveau plus vu depuis plus de 25 ans pour celui à long terme - qui se sont détendus depuis. «Nos règles fiscales ne sont pas négociables» et «nous garderons une main de fer sur les finances publiques», a réagi le secrétaire en chef du Trésor britannique, Darren Jones, à la publication de l’ONS. Sur les neuf mois allant d’avril à décembre, les emprunts publics s’élèvent à 129,9 milliards de livres, soit 8,9 milliards de plus qu’à la même période l’an passé. L’année fiscale court d’avril à mars au Royaume-Uni. L’organisme public de prévision budgétaire OBR doit présenter le 26 mars des prévisions économiques sur l’exercice financier qui indiqueront si le gouvernement parvient à respecter ses règles d’emprunt.

AFFAIRE TAKATA

l'UFC-Que Choisir demande des comptes à Stellantis et à l'Etat

Après avoir mis en demeure Stellantis dans le cadre du rappel des airbags Takata en 2024, l'association UFC-Que Choisir passe à la vitesse supérieure. Elle vient de déposer une plainte contre l'entreprise et demande aussi la création d'une commission d'enquête parlementaire.

**L'inertie de l'Etat déplorée aussi**

Stellantis n'est toutefois pas le seule cible de cette nouvelle montée au créneau de l'UFC-Que Choisir. L'Etat en prend également pour son grade.

Aucune mesure de rappel, même classique (i.e. sans « stop drive »), n'a à notre connaissance été imposée par nos autorités étatiques entre 2017 (date de la condamnation américaine de Takata, avant sa faillite) et 2023 (date des premiers « stop-drive » imposés en outre-mer), et ce malgré la création en 2020 d'un « gendarme » national spécialement compétent sur le secteur (le SSMVM - service de surveillance du marché des véhicules et des moteurs), dénonce l'association.

La récente campagne de communication lancée en outre-mer afin de tenter de retrouver certains propriétaires de véhicules qui pourraient rouler avec des airbags dangereux sans le savoir est également jugée très insuffisante. Même si d'autres mesures ont également été prises en décembre 2024, de manière plus discrète, l'organisme demande donc d'aller bien plus loin. Il exhorte les parlementaires à lancer une commission d'enquête afin "que toute la lumière soit faite sur les risques concrets auxquels les consommateurs ont été exposés, et la part de responsabilité des différents acteurs concernés". L'organisme aimerait notamment savoir "quel rôle les organismes de contrôle et les pouvoirs publics ont joué dans ce fiasco industriel." L'affaire Takata est donc encore bien loin d'avoir fini de faire parler d'elle en France, d'autant qu'elle fera l'objet d'un reportage dans l'émission Envoyé Spécial de France 2 ce jeudi 23 janvier.

L'équipementier Takata a fait faillite il y a bientôt huit ans, en 2017. Pourtant, en France, ses airbags dangereux n'avaient sans doute jamais autant fait parler d'eux qu'en ce début d'année 2025. Le lancement d'une nouvelle vague de rappels de Stellantis pour corriger les C3 et DS3/DS 3 situées dans le nord de l'Europe n'a pas suffi à calmer la grogne de l'UFC-Que Choisir. L'association de consommateurs vient de déposer une plainte contre Citroën auprès de la procureure de la République de Versailles pour "pratiques commerciales trompeuses", "tromperie aggravée" ou encore "mise en danger délibérée de la vie d'autrui". Elle s'ajoute à l'action collective en justice qui avait été initiée l'année dernière par le cabinet d'avocats de maître Christophe Lèguevaques, spécialisé dans ce genre de démarches également utilisé pour les problèmes de fiabilité du 1.2 TCe Renault ou du 1.2 PureTech de Stellantis.

métropolitaine n'est pas totalement à l'abri pour autant, en particulier dans sa moitié sud. L'an dernier, deux accidents, dont un mortel, liés à cette affaire y ont été recensés. C'est sans doute ce qui a poussé le groupe Stellantis à mettre en place au printemps dernier un gigantesque rappel de type "Stop Drive", donc avec immobilisation immédiate, une procédure beaucoup plus rare en Europe qu'en Amérique du Nord.

Un dédommagement sans délai demandé à Citroën

L'association ne déplore pas seulement le caractère tardif de ces actions. Elle évoque aussi une "gestion chaotique au mépris des vies humaines". Pour elle, la campagne initiée dans le sud de l'Hexagone au printemps 2023 a été "totalement désorganisée, et tout aussi

précipitée que sous-dimensionnée [...] plongeant ainsi des centaines de milliers de propriétaires dans l'inquiétude quotidienne et l'exaspération d'être ainsi laissés sans solution adaptée pour leurs déplacements quotidiens." Elle fait ici notamment allusion au manque de véhicules de prêt, particulièrement flagrant au départ. L'UFC-Que Choisir avait d'ailleurs déjà envoyé une lettre de mise en demeure à Stellantis au début de l'été 2024, en lui demandant d'améliorer rapidement la situation. Mais une nouvelle mise en demeure vient d'être transmise à l'entreprise, cette fois pour la pousser à accepter de "dédommager sans délai les consommateurs victimes des conséquences de ses campagnes de rappels calamiteuses." Il s'agirait plus précisément d'indemniser les propriétaires "de tous les préjudices liés à l'immobilisation forcée de leur véhicule."

Des rappels jugés trop tardifs

La marque aux chevrons est avant tout accusée par l'UFC-Que Choisir d'avoir trop tardé à réagir, en particulier dans les territoires d'outre-mer. C'est dans ces zones, au climat chaud et humide, que le risque est le plus fort. Le nitrate d'ammonium, ce composé chimique utilisé par Takata pour déclencher la mini-explosion nécessaire au gonflage du coussin de sécurité, a tendance à réagir de manière disproportionnée en vieillissant. Il peut finir par entraîner la projection de débris métalliques potentiellement mortels à grande vitesse. "Stellantis a attendu mai 2023, et plusieurs décès ultra-marins pour lancer sa première campagne de rappel placée sous « stop drive » en outre-mer", rappelle l'UFC-Que Choisir. Mais la France



Google investirait 1 Md\$ supplémentaire dans Anthropic

Pour concurrencer un peu plus OpenAI, Anthropic devrait recevoir un soutien financier complémentaire de la part de Google. Ce dernier augmente ainsi sa participation à hauteur de 3 Md\$ dans la start-up en IA.

L'attractivité des start-ups en IA sur les investisseurs ne se dément pas. Selon le Financial Times, Google serait sur le point de renforcer sa participation au sein d'Anthropic. La firme de Mountain View envisage d'investir 1 Md\$ supplémentaire dans la société à l'origine du modèle d'IA Claude. Le journal économique, citant des sources proches du dossier, indique que Google porterait ainsi son engagement financier global à 3 Md\$. Ce montant viendrait s'ajouter à une autre levée de fonds portant sur 2 Md\$. Cette opération distincte serait menée par des investisseurs en capital-risque de la Silicon Valley, menés par Lightspeed Venture Partners. Au final, la valorisation théorique d'Anthropic serait portée à 60 Md\$.

Une bataille à coup de milliards de dollars

La nouvelle tranche d'investissement de Google dans Anthropic s'ajoute à un investissement total de 8 Md\$ d'Amazon, le plus important investissement en capital-risque jamais réalisé par le géant du commerce électronique, annoncé au cours des 18 derniers mois. Amazon travaille également à l'intégration des modèles de Claude dans la prochaine génération de



son assistant vocal Alexa. La start-up est en forte concurrence avec ses rivaux OpenAI et xAI d'Elon Musk, qui ont tous deux levé plus de 10 milliards de dollars l'année dernière, ainsi qu'avec Meta, la société mère de Facebook, et Mi-

crosoft. Cette course aux investissements est rendu nécessaire pour l'entraînement et le développement des modèles. Basées sur les accélérateurs Nvidia, ces opérations sont gourmandes en ressources IT et financières.

Netflix : une autre augmentation des tarifs malgré un nombre d'abonnés record

Le géant du streaming frappe encore. Netflix annonce une nouvelle hausse de ses prix, alors même que son nombre d'abonnés atteint des sommets historiques. De quoi faire grincer des dents les cinéphiles du dimanche soir ? L'année 2024 s'est achevée en beauté pour Netflix. Le service de streaming a annoncé avoir franchi la barre symbolique des 300 millions d'abonnés dans le monde, avec un gain impressionnant de 19 millions de nouveaux utilisateurs rien qu'au dernier trimestre. Un record absolu qui confirme sa position de leader incontesté du marché. Mais comme souvent chez Netflix, les bonnes nouvelles s'accompagnent d'une pilule un peu plus difficile à avaler pour le portefeuille des abonnés.

Une croissance fulgurante, mais à quel prix ?

Netflix a terminé l'année 2024 sur les chapeaux de roues. Le service a gagné pas moins de 19 millions de nouveaux abonnés au dernier trimestre, portant son total à 302 millions d'utilisateurs

dans le monde. Une performance historique qui témoigne de la santé éclatante du leader du streaming. Cette croissance fulgurante s'explique en partie par le succès de certains contenus phares. La saison 2 de « Squid Game » a notamment cartonné, devenant le plus gros lancement de série de l'histoire de la plateforme. Les retransmissions sportives ont également joué un rôle clé, avec le combat de boxe entre Mike Tyson et Jake Paul qui a battu tous les records d'audience pour un événement sportif sur Netflix. Mais voilà, le revers de la médaille ne s'est pas fait attendre. Netflix a profité de l'annonce de ces résultats exceptionnels pour dévoiler une nouvelle grille tarifaire qui risque de faire grincer des dents. Aux États-Unis, le forfait standard sans publicité passe de 15,49 \$ à 17,99 \$ par mois, tandis que l'offre Premium grimpe à 24,99 \$. Plus surprenant encore, l'offre avec publicité n'est pas épargnée. Lancée il y a à peine plus d'un an pour séduire les utilisateurs au budget serré, elle subit sa première augmentation, pas-

sant de 6,99 \$ à 7,99 \$ mensuels. Une hausse qui pourrait freiner l'adoption de cette formule, pourtant en plein essor. Pour l'heure, cette augmentation de prix concerne les États-Unis, le Canada, l'Argentine et le Portugal. Mais bon, on se doute bien que ça arrivera en France à un moment ou un autre ! L'Hexagone avait évité la précédente hausse de prix, et n'a pas vu le prix des abonnements changer depuis 2023.

Une stratégie qui pose question

Cette décision soulève des interrogations sur la stratégie à long terme de Netflix. D'un côté, la plateforme justifie ces augmentations par la nécessité d'investir dans de nouveaux contenus pour maintenir sa position de leader. De l'autre, elle prend le risque de s'aliéner une partie de ses abonnés, dans un contexte économique tendu et face à une concurrence de plus en plus féroce. Netflix semble néanmoins avoir un atout dans sa manche. La plateforme est présente dans plus de 90% des offres premium

des opérateurs télécoms européens. Cette intégration massive dans les box internet lui assure une base d'abonnés solide et fidèle, moins sensible aux variations de prix. Reste à voir comment les utilisateurs réagiront à cette énième augmentation. Netflix a beau être le roi incontesté du streaming, sa couronne pourrait vaciller si ses tarifs continuent de grimper. D'autant que certaines de ses séries phares, comme « Stranger Things », toucheront bientôt à leur fin. Le géant du streaming devra redoubler d'efforts pour justifier ces hausses et conserver sa place de numéro un. En attendant, les abonnés peuvent se consoler avec la nouvelle fonctionnalité « Moments », qui permet de sauvegarder et partager facilement ses extraits préférés. Une petite douceur qui ne compensera peut-être pas l'amertume de voir son portefeuille s'alléger, mais qui montre que Netflix continue d'innover pour satisfaire ses utilisateurs. Reste à savoir si cela suffira à faire passer la pilule de cette augmentation qui laisse un goût amer.

AVEC LE PROJET STARGATE

Sam Altman prédit l'arrivée d'une IA générale américaine

Le président Trump vient de présenter son nouveau méga-projet Stargate, qui rassemble OpenAI (ChatGPT), Oracle et SoftBank autour d'une coentreprise dédiée au développement de l'IA. Et elle pourrait permettre d'atteindre le Graal dans le secteur : l'IA générale. C'est un projet colossal qui vient d'être annoncé par Donald Trump : Stargate. Car avec l'alliance des trois géants de la tech, dont le créateur de ChatGPT, c'est une somme gigantesque de 500 milliards de dollars qui sera investie sur les quatre prochaines années dans les infrastructures IA. Et cela ne devrait pas simplement permettre de développer la technologie, mais aussi d'aller plus loin, et d'offrir aux États-Unis la première intelligence artificielle générale de l'histoire humaine.

Le projet Stargate met-il sur la table les moyens pour obtenir l'IA générale ?

La Chine et les États-Unis sont des rivaux dans de nombreux domaines technologiques. Et si les USA veulent garder leur avance, ils ne doivent pas se contenter de multiplier les sanctions contre l'empire du Milieu, mais aussi continuer à avancer rapidement. Et c'est ce qui devrait arriver avec Stargate, si l'on en croit les déclarations de Sam Altman. Intervenant à l'occasion de la conférence de presse suivant l'annonce, il a expliqué qu'il s'agissait pour lui « du projet le plus important de cette époque. » Avec ces 500 milliards de dollars sur la table, il y a pour lui enfin l'opportunité de monter plus haut. « Cela signifie que nous pouvons créer l'IA et l'IA générale aux États-Unis » a-t-il ajouté.

Des emplois à gogo, et de nombreux traitements arriveraient

Il faut dire que pour Sam Altman, la question de l'IA générale a toujours été moins celle de la nécessité d'effectuer une percée technologique que celle des ressources. Il avait ainsi l'an dernier estimé le coût de développement de l'IA générale à plusieurs milliers de milliards de dollars. Le patron d'OpenAI a par ailleurs tenu à remercier Donald Trump, sans qui à son sens ce projet n'aurait pas pu voir le jour. Le président américain estime que Stargate devrait entraîner la création de près de 100 000 emplois aux États-Unis, alors que Sam Altman s'attend à ce « qu'au fur et à mesure que cette technologie progresse, nous verrons les maladies se guérir à un rythme sans précédent. » Un avenir fascinant à l'horizon ?

Mille-pattes							Oui outre-manche		Inventée		Orifice externe du rectum	Impôt français pour les gens aisés
Mollusque		Originale		Chambre d'un troufon		Aimé d'Aphrodite	Ragoût grossier		Rayon d'une étoile			
									Stupidité			
Mirent		Frère d'armes d'Aramis et de Porthos		Paraître		Habitants d'un havre de verdure						
								Femme dans les banlieues				
Inflam-mation de l'oreille						Pied de deux syllabes						Ville marocaine
Fanal en mer						Moules à la crème (délicieux)	Nouveau congé	Mois estival		Baie jaune	Fils de Chloris	
Maître des vents				Dent pointue								
Au dessus du panier							Dramaturge français (Pierre)					
				Horloges								
				Épiderme								
Fait de se retrouver dans le lieu		Phénomène	Chef-lieu des Pyrénées-Atlantiques				Village de Serbie					Singe
Echan-crure										Tantale		
Sucre simple										Sous-préfecture du Morbihan		
			Édenté									
			Mise en demeure				Panneau mobile					
Pour tracer des lignes	Ruthénium			Fromage hollandais				Erbium			Homme qui a reçu la tonsure	
	Exprimai			Canard nordique				Derrière				
					Dieu de l'Amour				Glace anglaise			
					Fébrile				Étain			
Espiègle												Pour les hommes, elle remplace la vaisselle
Craintifs												
							Traités des peaux					
							Froment					
Distancer						Fils en hébreu			Sélection			
									Payé comptant			
Affût	Licorne de mer						Technétium			Cérium		
	Canton suisse						Auteur italien			Unité de sensibilité à la lumière		
				Fils d'Aphrodite							Note moyenne	
Ancienne Thaïlande		Bisons d'Europe					Brisât					
				Il n'aime pas les étrangers								

Séance plénière consacrée jeudi à l’adoption de deux textes de loi

Le Conseil de la nation tiendra jeudi une séance plénière consacrée à l'adoption du texte de loi relatif à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets, ainsi qu'au texte de loi relatif à la protection et à la promotion des personnes à besoins spécifiques, indique mercredi un communiqué du Conseil.



CLIMAT

Le Brésil inquiet du retrait américain avant d’accueillir la COP 30

Le Brésil, qui accueillera en novembre en Amazonie la COP30, conférence de l'ONU sur le climat, a manifesté mardi son inquiétude après l'annonce par Donald Trump que les Etats-Unis allaient de nouveau sortir de l'accord de Paris. Le plus grand pays d'Amérique latine se prépare pour la conférence qui se déroulera dans la ville amazonienne de Belem (nord), et a annoncé la nomination du haut diplomate André Correa do Lago comme président de la COP30. Mais une ombre plane d'ores et déjà avec l'annonce faite lundi par le nouveau président américain. "Nous sommes tous en train d'analyser les décisions du président Trump mais il n'y a pas le moindre doute que cela aura un impact significatif sur la préparation de la COP et la manière dont nous allons devoir gérer le fait qu'un pays aussi important sorte de ce processus", a déclaré M. Correa do Lago. Lors de son premier mandat, Donald Trump avait déjà retiré les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat conclu en 2015, mais son successeur Joe Biden avait réintégré le pays. Ce nouveau retrait entrera en vigueur dans un an. La COP30 marquera les dix ans de l'accord et sera l'occasion de passer en revue les derniers engagements des pays pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Les pays membres de l'accord doivent déposer à l'ONU d'ici février leur nouvelle feuille de route à l'horizon 2035. Il y a aujourd'hui 195 parties membres de l'accord de Paris.

LIBÉRATION DU RESSORTISSANT ESPAGNOL ENLEVÉ

L’Algérie joue un «rôle primordial» dans la lutte contre le terrorisme

L'ambassadeur d'Espagne en Algérie, M. Fernando Moran Calvo-Sotelo, a salué mercredi à Alger "la contribution cruciale" des autorités algériennes à la libération du ressortissant espagnol enlevé, Navarro Canada Joaquim, se félicitant du "rôle primordial de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme". S'exprimant lors de l'opération de remise du ressortissant espagnol libéré, au niveau du siège du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, sous la supervision du se-

crétaire général du ministère, M. Lounès Magramane, l'ambassadeur a salué "la contribution décisive des autorités algériennes et toutes les mesures qui ont été prises" pour parvenir à la libération du ressortissant enlevé. Il a affirmé que cette opération "démontre, une fois de plus, pour l'Espagne que l'Algérie joue un rôle prépondérant dans la lutte contre le terrorisme pour assurer notre sécurité à tous". Pour rappel, les services de sécurité de l'Armée nationale populaire (ANP), ont précédé mardi à la

réception du ressortissant espagnol qui se trouve "en bonne santé", avait indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Ce dernier "effectuait une visite touristique et avait été enlevé le 14 janvier 2025 dans la zone frontalière algéro-malienne, en sixième Région Militaire, par un groupe armé composé de cinq (05) individus", ajoute la même source. Le ressortissant espagnol a été transféré de l'aéroport de Tin Zaouatine en sixième Région Militaire vers la Base Militaire de Boufarik /1 RM/ à bord d'un avion spécial.

CONSTANTINE

Un programme pour le raccordement de deux zones industrielles en eau

La wilaya de Constantine vient de bénéficier d'un nouveau programme portant raccordement de 2 zones industrielles au réseau d'eau, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya. L'opération ciblera les zones industrielles de la commune d'Ain Abid et de Sidi Romane, dans la commune d'Ain Smara, a indiqué la même

source qui a mis l'accent sur l'importance de ce programme qui viendra renforcer le rendement de ces zones industrielles au service de l'économie nationale. Une enveloppe financière estimée à 50 millions de dinars (35 millions DA pour la zone industrielle d'Ain Abid et 15 millions DA pour la zone Sidi Romane) a

été allouée pour la réalisation de ces deux projets dont les travaux devront être lancés "incessamment", a ajouté la même source. La zone industrielle d'Ain Abid qui s'étend sur une surface de 300 hectares nécessitant, selon les informations fournies par la direction locale de l'hydraulique un volume de 360 litres par seconde, alors

que la zone de Sidi Romane (100 hectares) nécessite 140 litres par seconde. L'inscription de ce programme s'inscrit dans le cadre des efforts déployés localement visant l'amélioration des conditions de fonctionnement des zones industrielles et la prise en charge des préoccupations des investisseurs, a-t-on rappelé.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Forer, forer et encore forer pour la prospérité de l’Amérique

L'investissement du 47ème Président des USA est un événement majeur de ce début d'année. Le discours d'investissement a été d'une violence extrême aussi bien sur les questions géopolitiques que celles économiques ; l'Amérique doit rester (ou redevenir) la première puissance économique. « L'âge d'or de l'Amérique commence maintenant » est la première phrase qu'il prononce. Il déclare la guerre au monde entier mais n'a cité que deux pays : le Mexique pour les problèmes d'immigration et prévoit à la fois un mur de protection, des forces de sécurité et des expulsions massives. Le Panama est visé pour son Canal que Trump considère comme un investissement américain et qu'il faut le récupérer pour ne pas le laisser à la disposition de la Chine qui en tire d'énormes profits. Il annonce un protectionnisme musclé pour la prospérité des américains, dit-il, en imposant des taxes aux marchandises qui viennent de l'étranger sans citer les pays concernés. Il y a dans son viseur le Mexique et le Canada (qui partage une zone de libre échange), mais aussi l'Europe et surtout la Chine. Il crée un ministère des revenus extérieurs (qui comprennent les recettes fiscales sur les importations). Le cœur de son discours, au plan économique, est son appel aux pétroliers américains : « Forez, forez et encore forez pour assurer la suprématie américaine ». Il ajoute que l'indépendance énergétique de l'Amérique est un objectif stratégique ; il décrète un état d'urgence énergétique. Il intègre dans sa stratégie les

hydrocarbures là elles se trouvent. Les USA ont toujours fait des hydrocarbures et du dollar les facteurs de domination du Monde. Cette nouvelle stratégie pétrolière aura des conséquences sérieuses sur les marchés mondiaux du pétrole. Comme il veut rendre abondante l'énergie pour baisser son prix pour les américains, il doit influencer les marchés vers une baisse grâce à ne production additionnelle interne et un contrôle sur le pétrole du moyen orient. Il faut s'attendre donc à une chute des prix du pétrole dans les mois à venir. Il fait un chantage à l'Europe : ou vous achetez le pétrole et le gaz américains, ou exportations vers l'Amérique seront fortement taxées ; elles sont estimées à plus de 500 Mds d'Euros. La voiture électrique sera américaine ou elle ne le sera pas. Le message est d'empêcher les Chinois, qui ont une avance considérable dans ce domaine, d'exporter ces voitures en Amérique. Par ailleurs, Elon Musk (propriétaire de Tesla) sera l'homme de la voiture électrique américaine. Enfin, toujours sur le registre économique, il crée un Ministère original, celui de l'efficacité gouvernementale et il nomme à sa tête un homme d'affaires (Elon Musk). Voilà un ministère qui a sa place dans les gouvernements des pays en développement. Trump est allé très loin dans sa démarche en privatisant la politique. Désormais ce sont les hommes d'affaires qui opèrent sur tous les plans économiques et même politiques. Quatre hommes se distinguent en particulier dans ce nouvel aréopage : E. Musk (X),

Jeff Bezo (Amazon), Zuckerberg (Groupe Meta) et Cook (Apple). Ce sont tous des GAFAM, c'est-à-dire des entrepreneurs de la Tech. Trump, un populiste ? Rien n'est moins sûr. C'est un homme d'affaires et à ce titre il voit tous les problèmes de l'Amérique sous l'angle économique et même plus sous l'angle du coût et de la rentabilité ; chaque action est évaluée sur son coût ou son profit. Ainsi les subventions, les aides aux pays en développement vont subir des coupes sérieuses. Il est connu que le monde des affaires est un monde de violence ; mais cette violence est partagée et limitée aux Business, mais lorsque l'homme d'affaire est à la tête du pays le plus puissant économiquement et militairement, les violences risquent d'être sans limites ni éthiques ni morales. En même temps, les affaires ont besoin de paix dans le monde et le capital ne s'accommode pas de contraintes et surtout de contraintes liées aux conflits entre pays et la libre circulation des marchandises. Il reste toutefois de considérer que l'Amérique est une grande démocratie où les pouvoirs et les contre-pouvoirs arrivent à s'équilibrer pour garantir la continuité de la puissance de l'Amérique. Si par contre, Trump est un populiste, la puissance américaine sera utilisée dans le sens d'une destruction non créatrice. La réponse d'un ministre chinois aux déclarations de Trump sur le commerce mondial sonne comme un rappel à l'ordre : « Les guerres commerciales n'ont pas de vainqueurs ».